



Enlèvements d'enfants

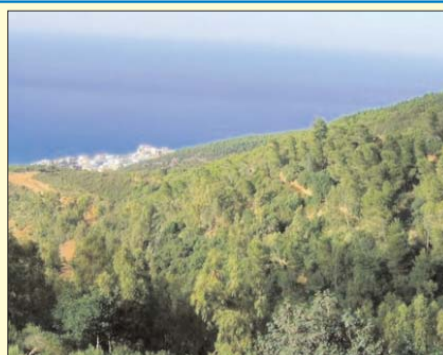
L'Arav somme les médias audiovisuels à respecter l'éthique

Encore une fois, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) est montée au créneau pour rappeler aux chaînes privées qu'elles sont tenues de respecter les règles professionnelles.

Page 2

CNAS
Des poursuites judiciaires contre les assurés fraudeurs

Page 5



Située à 15 km à l'ouest d'Alger sur des crêtes surplombant la mer, la forêt de Baïnem draine un grand nombre de familles et de promeneurs en quête de détente et de distraction depuis le début des grandes vacances, d'autant que la sécurité y est assurée. Bien que la tentation des plages et des baignades en mer est grande, il n'en demeure pas moins que cet espace naturel attire ses

Vente de moutons

Des mesures pour éviter l'anarchie

Le département de Chelghoum Abdeslam, ministre de l'Agriculture, a aménagé 456 points de vente de bétail à travers 33 wilayas en prévision de l'Aïd El Adha. Réussira-t-il à lutter contre la propagation des points de vente anarchiques et éviter aux grandes villes l'aspect d'une grande écurie ?

Page 2



Céréales
Baisse de la facture d'importation

Page 4



Forêt de Baïnem Un bol d'oxygène pour les Algérois

adeptes à chaque fin de semaine. En effet, de longues files se forment tôt le week-end à l'entrée de la forêt - encadrée par la direction des forêts de la wilaya d'Alger relevant de la direction générale des forêts - pour y faire provision d'air pur et de tranquillité. Le responsable de la circonscription de la forêt de Baïnem, M. Hocine Ali a indiqué dans une déclaration à l'APS, que cet espace est pris d'assaut par les citoyens, car il est facile d'accès et surtout sécurisé. Les visiteurs y trouvent leur compte, qu'il s'agisse de pratiquer différents sports ou de s'adonner à des jeux de loisirs et de distraction, a-t-il souligné, ajoutant que l'on enregistre quotidiennement une affluente de plus de 800 personnes atteignant le point culminant le week-end tout le long de l'été. Véritable espace naturel vierge, la forêt de Baïnem dont cinq communes (Bouzaréah, Hammamet, Raïs Hamidou, Aïn Bénian et Béni Messous) se partagent les fron-

tières, est le poumon de la capitale. «Nous oeuvrons à améliorer les conditions de «villégiature» et à assurer des espaces de détente et de quiétude d'autant que la forêt reste une destination de choix pour la pratique d'un sport individuel, notamment en fin d'après-midi. Selon M. Hocine Ali, les familles fréquentent de nouveau cet espace de prédilection du fait de l'amélioration de la situation sécuritaire, mais aussi des prestations assurées. La forêt de Baïnem a connu de nombreux travaux d'aménagement et de réalisation de structures de services à l'instar des espaces de jeu et de loisirs, des gargotes, des fontaines publiques et des toilettes, a-t-il rappelé. Il a ajouté qu'avant la saison estivale, nous avons lancé des projets d'aménagement et de nettoyage de la forêt qui s'étend sur 504 ha, outre des campagnes de sensibilisation en direction du grand public pour prévenir les feux de forêts.

Page 7

Il «ordonne» le retrait des réformes de l'école

Hamadache veut remonter la rue contre Benghebrit

Le prédicateur autoproclamé, Abdelfettah Hamadache, récidive avec ses prêches indelicats et menace cette fois-ci de mobiliser la population dans la rue contre le projet de réforme de l'Education nationale initié par la ministre, Nouria Benghebrit.

Page 3



A l'approche de l'Aïd El Adha

Des mesures pour éviter l'anarchie

Le département de Chelghoum Abdeslam, ministre de l'Agriculture, a aménagé 456 points de vente de bétail à travers 33 wilayas en prévision de l'Aïd El Adha. Réussira-t-il à trouver les moyens de lutte contre l'apparition et la propagation des points de vente anarchiques et éviter à la capitale l'aspect d'une la grande écurie ?



Par Karima Nacer

A 12 jours de l'Aïd El Adha, le ministère de l'Agriculture assure que des points de vente de bétail seront ouverts, après-demain, dans plusieurs wilayas du pays. Une solution qui vise à éviter aux éleveurs de recourir à des intermédiaires pour vendre leurs moutons comme ce fut le cas lors des précédentes années. Les points de vente ouvriront au niveau des sièges des établissements relevant du ministère de l'Agriculture dans les wilayas de Blida, Boumerdès, Tipasa, Médéa, Bouira, Oran, Tiaret, Annaba, Constantine, Bordj Bou

Arréridj, Guelma, Sétif, Djelfa, Laghouat, Khenchla, Biskra et El Bayadh. S'agissant de la capitale, 14 points de vente sont prévus dans les communes de Rouiba, Dar El Beida, les Eucalyptus, Birtouta, Zéralda, Aïn Bénian, Bab Ezzouar, Staouéli, Gué de Constantine et Oued Alleug. Le ministre a fait savoir que les deux derniers mois avaient été consacrés à la préparation de cette opération en coordination avec la Fédération nationale des éleveurs de bétail, l'Union nationale des paysans algériens et le ministère du Commerce, par la mobilisation de tous les moyens nécessaires, notamment les espaces de vente et la couverture vétéré-

rinaire du bétail proposé à la vente.

Cette opération entre dans le cadre des facilitations accordées aux éleveurs de bétail pour leur permettre de vendre leurs produits directement sans recourir aux intermédiaires et lutter ainsi contre la spéculation. Concernant les maladies qui ont touché le secteur avicole dans certaines wilayas, le ministre a minimisé l'impact des maladies, précisant que le taux de production affectée par ces maladies est seulement de 1%. De son côté, le directeur des services vétérinaires au ministère, Karim Boughalem, assure que tout le bétail transporté des régions steppiques vers les wilayas du nord du

pays est «contrôlé», ajoutant que sa direction a mis en place des équipes mobiles de contrôle au niveau des points de vente, aussi bien légaux, que parallèles, outre les vétérinaires mobilisés au niveau des abattoirs communaux.

La vente anarchique du mouton de l'Aïd semble, malgré toutes les dispositions prises par les pouvoirs publics, prendre de l'ampleur. Les points de vente anarchiques commencent à prendre forme un peu partout. Les maquignons préfèrent les axes routiers et boudent les points de vente officiels. En plus des artères principales, ces vendeurs occasionnels de moutons s'installent dans les moindres recoins de la ville. Cette anarchie est apparente, notamment à l'approche de l'Aïd El Adha. A l'approche de cette date, certains commerçants s'adaptent aussitôt aux nouvelles données. Ils transforment leurs locaux en un lieu de vente de moutons, conjoncture oblige. Ces lieux de commercialisation, comme les magasins, boutiques et autres locaux convertis pour la circonstance en bergerie pour la vente des moutons échappent souvent au contrôle des directions concernées.

Un autre phénomène qui dérange, les pratiques suivant l'abatage du mouton. Les citoyens continueront de leur côté à égorger les moutons dans les salles de bain, dans les espaces communs des immeubles et dans les aires de stationnement, donnant à la capitale, quelques heures seulement après la prière de l'Aïd, des images hideuses.

Certes, le ministère de l'Agriculture rassure que les ovins ne sont pas touchés par les maladies, mais qu'en sera-t-il avec la prolifération de ces marchés et habitudes anarchiques ? **K.N.**

Pour veiller à la propreté
**Plus de 5 000 agents
d'hygiène mobilisés à Alger**

Plus de 5 000 agents d'hygiène et 350 camions seront mobilisés à Alger, à l'occasion de la fête de l'Aïd el Adha, a indiqué le directeur général de l'entreprise Extranet, Mechab Rachid.

Plus de 5 000 agents d'hygiène et 350 camions seront mobilisés à Alger à l'occasion de l'Aïd el Adha pour veiller à la propreté de l'environnement, en assurant la collecte des ordures ménagères et des résidus du sacrifice, a déclaré, hier à l'APS, le directeur général d'extranet. Un programme spécial a été mis en place pour la collecte des résidus de l'opération du sacrifice avant et après l'Aïd, les agents d'hygiène devant sillonner les quartiers et ruelles de 31 communes, dont l'entreprise assure la gestion et la collecte des ordures. Dans le cadre de ce programme élaboré en coordination avec les communes concernées pour éviter la propagation de maladie, le nombre de rotations pour la collecte d'ordures devrait doubler. Une vaste opération de nettoyage des mosquées et des marchés de proximité sera lancée au titre de ce programme.

Pour M. Mechab, la nature des déchets durant la période de l'Aïd est différente à ceux collectés durant l'année d'où la nécessité d'une action efficace et intense pour un environnement propre et salubre pour les citoyens. Dans le but de mener à bien l'opération de collecte des déchets, le même responsable a appelé les citoyens à respecter les horaires de dépôt des déchets à l'entrée ou sortie des quartiers et cités, soulignant que l'opération de nettoyage des espaces urbains et suburbains de la capitale devrait débuter quatre jours avant l'Aïd. D'autre part, des équipes devront assurer des rotations de nuit dans différents quartiers à partir de 21h jusqu'à 7h le lendemain.

Juste après la prière de l'Aïd, les agents d'hygiène reprendront leur tâche pour le ramassage des peaux de mouton et autres résidus. Par ailleurs, des sacs en plastique seront distribués gratuitement dans les quartiers afin de faciliter la collecte des déchets dont le volume augmente à 60% au premier jour de l'Aïd, a fait savoir M. Mechab. De larges campagnes de nettoyage seront également menées dans les places publiques ainsi que les chemins menant aux cimetières pour accueillir l'Aïd El Adha dans la propreté. Extranet qui est une société de nettoyage en charge de la collecte de déchets au niveau des zones urbaines relevant des 31 communes que compte la wilaya d'Alger, a procédé à la maintenance de ses structures et équipements afin de mener à bien le programme spécial Aïd El Adha. **T. K.**

Enlèvements d'enfants

L'Arav somme les médias audiovisuels à respecter l'éthique

Par Sofiane Aït Mohamed

Encore une fois, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) est montée au créneau pour rappeler aux chaînes privées qu'elles sont tenues de respecter les règles professionnelles.

La réaction de l'Arav fait suite aux traitements des informations concernant le rapt d'enfants. «L'Autorité appelle à une observance des valeurs et des règles professionnelles en plaçant les événements dans leur juste contexte et en se fiant exclusivement, comme l'exige la loi, au communiqué du procureur de la République compétent, qui lui-même travaille en coordination avec les services de sécurité, avant toute diffusion d'image ou d'information de façon à éviter tout ce qui est de nature à perturber le cours de l'enquête et de la recherche», a précisé hier, un communiqué de l'Arav, signé par son

président, Zouaoui Benhamadi. L'Arav a relevé que cette démarche visait à permettre aux professionnels de l'information de traiter ce genre d'événements avec le «sens de la raison et de la responsabilité». Se disant interpellée par les actes «ignobles» et «inadmissibles» dont sont victimes des enfants, l'Arav en appelle à toutes les parties impliquées dans la diffusion de l'information à observer «une rigueur toujours plus grande dans le traitement de ces informations de très haute sensibilité humaine». L'Arav valorise, à juste titre, le plan national «Alerte rapt/disparition d'enfants» pour mieux veiller au respect des lois de la République en vigueur, notamment la loi 14-04 relative à l'activité audiovisuelle qui reprend dans son article 48 les dispositions se rapportant à l'objectivité et à la transparence dans le traitement de l'information et la couverture des événements ainsi que les

dispositions de la loi organique relatives à l'information et celle 15-12 relative à la protection de l'enfant ainsi que les conventions et traités internationaux. Tout en relevant le caractère «spécifique» de la couverture médiatique de ce genre d'événements, l'Autorité invite tous les professionnels à éviter le style sensationnel, les interviews et autres entretiens incitateurs pouvant porter atteinte aux libertés individuelles. L'Arav dénonce et condamne «fermement» ces actes «inqualifiables» qui vont à «l'encontre des valeurs humaines et civilisationnelles de notre société» et invite tous les professionnels du secteur à donner «tout son sens» et sa «vigilance» à l'instruction du Premier ministre relative au plan d'«Alerte rapt/disparition d'enfants» de façon à «mieux» contribuer à sauver la vie de l'enfant en danger. Lundi dernier, l'Arav a déjà réagi par un autre communiqué pour attirer

l'attention de l'ensemble des acteurs de l'espace audiovisuel sur certains «dépassements qui parfois génèrent des dérapages». Elle a appelé les acteurs de l'audiovisuel à «se conformer aux règles professionnelles et à la déontologie et l'éthique de la profession et à respecter les constantes fondamentales de la société tout en s'en tenant au contenu des textes de lois». L'Arav appelle ainsi au «respect des valeurs et des règles professionnelles qui obligent à remettre les événements dans un contexte informatif sain en se basant sur le communiqué du procureur de la République compétent et en coordination avec les différents services de Sûreté avant la diffusion de toute image ou information pouvant entraver le cours de l'investigation et des recherches». Après avoir insisté sur la «spécificité du traitement informatif de tels événements», l'Arav appelle tous les pro-

fessionnels à «s'éloigner des méthodes à sensation et des entretiens subversifs, à éviter de porter atteinte aux libertés individuelles en prenant en ligne de compte les dimensions humaines des événements liés à l'enlèvement ou disparition et leur impact sur la société et les drames pouvant en découler». L'Arav avait déjà, lors de l'affaire Nihal, rappelé certaines chaînes à l'ordre. «L'opinion publique a été révoltée par cet acte horrible. Et c'est également à juste titre que la presse nationale, en particulier les médias audiovisuels, se sont saisis de l'événement», avait d'abord relevé l'Arav avant d'appeler ces médias à la «vigilance extrême» car, juge-t-elle, «certaines chaînes sont allées au-delà du droit d'informer en diffusant des informations approximatives ou erronées, causant ainsi un lourd préjudice aux familles déjà très douloureusement affectées». **S.A.M.**

Il «ordonne» le retrait des réformes de l'école Hamadache veut remonter la rue contre Benghebrit

Le prédicateur autoproclamé Abdelfettah Hamadache récidive avec ses prêches indécents et menace cette fois-ci de mobiliser la population dans la rue contre le projet de réforme de l'Education nationale initié par la ministre, Nouria Benghebrit.



Par M. Ait Chabane

Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, il appelle le gouvernement à retirer les nouveaux programmes de réforme du système éducatif, menaçant de «faire sortir le peuple dans la rue», à défaut de le faire. «Ou vous retirez cette réforme ou nous allons mobiliser la population et les associations pour le soutien à la langue arabe», a prévenu Hamadache dans un langage qui frise la menace et la désobéissance civile.

Le même activiste salafiste, connu pour ses sorties médiatiques tonitruantes et ses prêches incendiaires, accuse la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit de vouloir appliquer un programme français au détriment de la langue arabe. Dans son message intitulé «Lettre urgente à Benghebrit», le cheikh parle d'un complot ourdi par «les Français» pour imposer leur langue en Algérie et reléguer la langue arabe à la seconde place. Plus virulent, il appelle la ministre à «déga-

ger», l'accusant de vouloir enraciner une idéologie étrangère dans l'école algérienne et ancrer les préceptes de l'Occident dans les esprits des élèves et des générations futures. «Ne nous obligez pas à décréter un vendredi de la colère», a-t-il ajouté, plus menaçant, soutenant dur comme fer que les idées de réformes initiées par Benghebrit ne riment en rien avec la société, les traditions et les moeurs du peuple algérien. Usant d'un verbe assez agressif, Abdelfettah Hamadache, s'adressant à

Nouria Benghebrit, l'appelle à surseoir à ce projet «néo-colonialiste». «Votre idéologie n'est pas la nôtre. Vous véhiculez une idéologie française. Elle n'est pas compatible avec l'Ecole algérienne. L'école de l'Islam et de la sunna, de l'arabe et de l'authenticité», a-t-il encore martelé, dans un langage assez extrémiste et xénophobe. Le pire dans cette sortie fracassante du cheikh Hamadache, c'est qu'il se réclame publiquement d'un parti salafiste nommé «Sahwet El-Massadjed», bravant ainsi les autorités politiques qui interdisent, rappelons-le, toute activité politique de la sorte, conformément aux dispositions de la Charte pour la paix et la Réconciliation nationale. Cette énième sortie de Abdelfettah Hamadache ne manquera pas de nourrir davantage les appréhensions des observateurs de la scène nationale, car renseignant sur la prévalence de l'extrémisme religieux, dangereux, dans la société algérienne. Il n'en est pas à sa première qui plus est. Pour rappel, ce même prédicateur autoproclamé avait été condamné par le tribunal d'Oran, il y a à peine une année, pour avoir proféré une «fetwa», appelant à la mort du journaliste-écrivain, Kamel Daoud, mais aussi d'autres prêches tout aussi calamiteux. La montée de l'extrémisme islamiste nuirait grandement à la société algérienne, notamment en cette conjoncture sécuritaire régionale cruciale, où les hordes du sinistre Daech pullulent en Libye, en Tunisie et au Mali. **M.A.C.**

Il inaugurera plusieurs projets Sellal en visite aujourd'hui à Saïda

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera, aujourd'hui, une visite de travail dans la wilaya de Saïda dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Au cours de cette visite, le Premier ministre inaugurera et inspectera de nombreux projets socio-économiques de même qu'il lancera les travaux de nouveaux chantiers visant à donner une nouvelle impulsion au processus de développement local et à améliorer les conditions de vie de la population locale.

La commune de Sidi Ahmed sera la première étape de cette visite. M. Sellal visitera l'exploitation agricole Erraâ s'étendant sur 2 000 ha. Il inaugurera également une huilerie industrielle d'une capacité de 80 millions de litres/an et présidera une cérémonie de remise d'actes de concession de terres agricoles au profit d'agriculteurs.

Dans la commune de Aïn Lahdjar, le Premier ministre posera la première pierre du projet de réalisation d'une conduite d'amenée d'eau douce au profit de la ville de Saïda.

Au chef-lieu de wilaya, il posera la première pierre d'un projet de 4 900 logements, comme il lancera le projet de réalisation d'une trémie et d'un parking à étages. Sur place, il suivra une présentation du programme de mise à niveau de réhabilitation des pôles urbains de la ville.

Le programme du Premier ministre comprend l'inauguration et la mise en service de l'extension de la minoterie Eriad, celle d'une unité de production de boissons gazeuses. Il devra également présider une cérémonie de remise d'actes de concessions de terrains au profit des investisseurs.

M. Sellal visitera, par ailleurs, la nouvelle gare ferroviaire des voyageurs et s'informera sur le projet de réalisation de la ligne ferroviaire Saïda-Moulay Slissen, à Sidi Bel Abbès.

Enfin dans la commune de Sidi Boubakeur, le Premier ministre mettra en service la nouvelle station d'épuration d'eaux usées et inaugurera un lycée de 800 places. M. Sellal sera accompagné d'une délégation ministérielle.

Reda A.

Session parlementaire 2016-2017

Ce qui va changer dans le fonctionnement du Parlement

Par Nacera Bechar

En dehors de plusieurs projets de loi sensible, objet de polémique qui seront débattus par les parlementaires durant la session parlementaire 2016-2017 qui ouvrira ses portes dimanche prochain, plusieurs aspects de fonctionnement des deux institutions et leurs relations avec le gouvernement vont changer.

Adoptée par les deux chambres du Parlement malgré les critiques des députés sur certaines mesures et qui ont réclamé plus de prérogatives, la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le gouvernement, est effective et ses dispositions seront appliquées à la première session parlementaire adaptées à la nouvelle Constitution.

Le Parlement a été qualifié, ses

dernières années par plusieurs observateurs, de chambre d'enregistrement du fait qu'il ne joue pas son rôle de législateur et se contente d'adopter les textes soumis par l'Exécutif. Cette qualité ne va pas trop changer même si la révision de la précédente loi, a pour objectif d'apporter une meilleure efficacité et efficacité dans les domaines législatifs et de contrôle parlementaire.

Parmi les nouveautés, une seule session parlementaire d'une durée minimale de 10 mois est instaurée par le projet de loi organique, selon l'article 4. Il y a également l'introduction de nouvelles modalités d'approbation des accords et des traités soumis au vote des deux chambres. Désormais, ces textes «ne font pas l'objet d'un vote par article ni d'aucun amendement. A l'issue de la discussion, chacune des deux chambres décide, soit l'approbation du projet de loi, soit son rejet ou son report».

Par ailleurs, de nouvelles modalités, relatives au débat et au vote du projet de loi, portent sur le règlement budgétaire. A cet effet, chacune des deux chambres vote à l'issue du débat général le projet portant règlement budgétaire dans son intégralité.

S'agissant du recours à la commission paritaire, et afin d'éviter toute situation susceptible de freiner ou de retarder le processus, l'article 88 dispose que : «Le Premier ministre communique aux présidents des deux chambres la demande relative à la réunion de la commission qui doit se réunir dans un délai maximal de 15 jours à compter de la date de communication de la demande et achever ses délibérations dans un délai maximal de 15 jours». En cas de persistance de désaccord entre les deux chambres, la prééminence est accordée à l'Assemblée populaire nationale, qui, à la demande du Premier ministre, peut statuer définitivement (article 97).

Les questions orales sont prises en charge en imposant au gouvernement un délai n'excédant pas 30 jours pour répondre aux questions posées (article 70) et de rendre obligatoire pour le gouvernement la présentation annuelle à l'APN d'une déclaration de politique générale (article 51). Cependant, il n'est pas indiqué quel force pour le Parlement en cas de non-respect de cette procédure. Et on se demande si lors de cette session, on verra le Premier ministre présenter le bilan du gouvernement ?

D'autre part, une séance mensuelle pour chaque chambre est consacrée au débat sur un ordre du jour présenté par un ou plusieurs groupes parlementaires de l'opposition dans le but de leur permettre une «participation effective» aux travaux parlementaires.

Enfin, les modalités et les conditions de ce débat sont fixées par le règlement intérieur de chaque chambre du Parlement.

Pour l'APN, il est attendu de mettre fin à l'absentéisme et le nomadisme politique.

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, avait toujours défendu de nouvelles prérogatives pour cette institution. Désormais, en vertu des articles 136 et 137 de la Constitution, il leur est conféré le droit d'initier des lois dans les matières touchant à l'organisation locale, l'aménagement du territoire et le découpage territorial. Ces nouvelles compétences consistent également en la primauté accordée dans l'examen de ces projets de lois au Conseil de la nation, «ce qui est de nature à renforcer concrètement le rôle du Parlement dans le domaine législatif». Aux termes de l'article 21, les projets de loi relatifs à l'organisation locale, à l'aménagement du territoire et au découpage territorial sont déposés par le Premier ministre sur le bureau du Conseil de la nation. **N.B.**

Céréales

Baisse de la facture d'importation

La facture d'importation des céréales (blé, maïs et orge) a baissé de 28,5% durant les sept premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015, avec une baisse de près de 6% des quantités importées, a appris l'APS auprès des Douanes.



Ainsi, la facture d'importation des céréales a reculé à 1,5 milliard de dollars (md usd) entre début janvier et fin juillet 2016 contre 2,1 mds usd à la même période de 2015 (-28,51%), précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Les quantités importées ont également reculé mais à un rythme plus ralenti en s'établissant à 7,33 millions de tonne (mt) contre 7,8 mt (-5,91%).

Par catégorie de céréales, la facture d'importation des blés (blés tendre et dur) a reculé à 1 md usd contre 1,5 md usd (-33,18%), pour des quantités de 4,57 mt contre 4,9 mt (-6,78%).

Pour le blé tendre, la facture d'importation s'est réduite à 699 millions usd contre 962,5 millions

usd (-27,38%), alors que les quantités importées ont reculé à 3,63 mt contre 3,77 mt (-3,66%).

Concernant le blé dur, la facture a également baissé à 304,3 millions usd contre 439 millions usd (-43,54%) avec une baisse des quantités importées qui se sont établies à 944.134,5 t contre 1,13 mt (-17,11%).

Quant au maïs, les importations se sont chiffrées à 408,2 millions usd contre 503 millions usd (-18,8%) avec un volume importé de 2,22 mt contre 2,46 mt (-9,5%).

L'orge a enregistré à son tour une baisse de la facture qui est passée à 94,07 millions usd contre 101,62 millions usd (-7,43%) mais avec une quantité importée en hausse de 25% passant à 528.721 t contre 422.962,6 t.

La baisse de la facture globale des céréales à un rythme plus soutenu que la baisse des quantités importées s'explique par le recul des cours sur les marchés mondiaux des céréales, constaté depuis 2015 à la faveur de stocks abondants et de bonnes récoltes mondiales.

Il est d'ailleurs constaté que sur les 5 premiers mois de 2016, les prix à l'importation par l'Algérie des céréales ont connu de fortes baisses: 332 dollars/tonne (usd/t) pour le blé dur (-32,5% par rapport à la même période de 2015), 196 usd/t pour le blé tendre (-25%) et 179 usd/t pour le maïs (-13,1%).

Dans son dernier rapport mensuel, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué

que l'indice des prix des céréales avait chuté dont celui du blé en raison de l'abondance des stocks mondiaux et des perspectives favorables concernant les disponibilités à l'exportation dans la région de la mer Noire.

Selon la FAO, une forte baisse des prix est enregistrée pour le maïs, en raison des conditions climatiques plutôt favorables dans les principales régions productrices aux Etats-Unis, le plus grand producteur et exportateur de maïs au monde.

Pour rappel, la facture d'importation des céréales par l'Algérie en 2015 avait été de 3,43 milliards de dollars (contre 3,54 mds usd en 2014), avec des quantités importées de 13,67 millions de tonnes (contre 12,3 millions de tonnes en 2014).

R. N.

Programme de regroupement des jeunes Le satisfécit de El Hadi Ould Ali

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a déclaré, mardi soir à Tlemcen, que le programme de regroupements des jeunes de la région du Sud et des Hauts-Plateaux au niveau des camps de vacances implantés dans les wilayas côtières a un caractère distrayant et vise à préserver la stabilité et la sécurité du pays.

En inspectant la 7^{ème} session de ce programme dédiée aux jeunes des wilayas d'Adrar, Tindouf, Djelfa et Naâma, le ministre a précisé que cette initiative vise à permettre à cette frange importante de la société de se rencontrer, de lier des liens d'amitié, d'échanger entre eux et de développer leur sentiment de fierté d'appartenir à l'Algérie.

El Hadi Ould Ali a également estimé que le programme «Mobilité des jeunes» a été couronné de succès puisque plus de 16 000 jeunes de toutes les wilayas du pays ont bénéficié de cette initiative en plus de 31 000 enfants qui ont séjourné dans des camps de vacances, ouverts dans les wilayas côtières du pays.

Le ministre a considéré, en outre, que ce programme a été une opportunité pour les jeunes du Sud, des Hauts-Plateaux et des wilayas du centre de découvrir la beauté du littoral algérien et des monuments et sites touristiques grâce aux sorties organisées à leur profit par les DJS.

Au terme de sa visite, El Hadi Ould Ali a appelé les parties concernées et les associations locales à collaborer et à multiplier leurs efforts pour donner une continuité à ces initiatives.

Reda A.

Hadj et Omra

Les hadjis algériens se dirigent vers La Mecque

Les hadjis algériens, hôtes de Al Madina El Mounawara qui les a reçus le temps d'un séjour où ils ont pu effectuer leurs prières dans l'imposant Masjid Ennabaoui Echarif, visiter la Rawda du prophète (Qsssl) et effectuer des mazarates (visites) dans les différents sites sacrés, se dirigent par vagues vers Mekka el Moukarrama pour y effectuer les rituels du Hadj et de la Omra.

Les pèlerins algériens qui se sont mêlés à d'autres pèlerins venus des quatre coins du monde pour effectuer le rituel du 5^{ème} et ultime pilier de l'Islam, convergent vers Abiar Ali où ils doivent se mettre en état de sacralisation (El Ihram).

A partir de là, les invités Du Seigneur prennent leur bâton de pèlerin en direction de La Mecque qui abrite Beit Allah al-Haram (La Maison sacrée), La Qaâba et Masjid al-Haram (La Mosquée sacrée), soit trois sites hautement sacrés implantés à Oum al-Qoura (Mekka), l'une des plus grandes villes du Royaume d'Arabie Saoudite.

Après s'être mis en état de

sacralisation (El Ihram), les fidèles, proclamant leur «niya» d'accomplir la Omra et le Hadj (El Qirân, à savoir la combinaison entre les deux) ou choisir d'entreprendre chaque rituel à part, récitent des formules pieuses (Adhkar), lisent des versets du Coran et implorant Allah pour la rémission de leurs péchés.

S'ensuit le rituel du Tawaf al-Qoudoum où les hadjis sont tenus d'accomplir leur devoir envers le Créateur en formulant la «niya» du Tawaf d'Arrivée ou de Salut, soit une Omra, avant de procéder à la circumambulation en débutant le premier tour au niveau de Hadjar El Aswad (La Pierre noire), de passer ensuite entre le mur de la Qaâba et Maqam Ibrahim, puis dépasser l'angle Irakien et contourner Hidjr (Giron) Ismaïl (Qsssl) pour aboutir à l'angle Echamy.

Les fidèles accomplissent ce rituel tout en récitant, avec foi et ferveur, à chaque Chawt autour de la Qaâba des invocations spécifiques à répéter après El moutawef (guide préposé au tawaf), et ne cessent d'invoquer le nom d'Allah.

Une fois terminé les sept achwat (tournées), les hadjis se dirigent vers Maqam Ibrahim (Qsssl) pour terminer le rituel du tawaf. Là, ils doivent se placer derrière le Maqam, face à Bab El Qaâba pour effectuer deux Rakaât (genuflexions) obligatoires.

Le Maqam, comme révélé dans certains écrits, est une sorte de construction en verre sous forme de voûte qui laisse apparaître deux empreintes des pieds de Sidna Ibrahim (Qsssl) qui édifia la Qaâba, aidé en cela par son fils Ismaïl.

Les hadjis vont ensuite vers la source d'eau Zemzem, étape obligatoire également, pour parachever la Omra, la boire jusqu'à satiété et s'en asperger tout en s'orientant en direction de la Qibla.

Une fois le tawaf achevé, les pèlerins entreprennent le troisième rituel du Hadj, à savoir le Sai entre Safa et Marwa où, et après avoir formulé la «niya» face à la Qaâba, procèdent à des allées et retours entre ces deux «collines».

Ils commencent par Safa, traverser le Masaâ, une longue galerie marbrée, pour aboutir à Marwa

en effectuant les sept tours obligatoires en vue du Hadj et de la Omra.

Là encore, les hadjis récitent des versets du Saint Coran, et forment des prières demandant au Créateur dans leurs humbles supplications la rémission de leurs péchés et la purification de leur âme.

Le tawaf terminé, les hôtes de ce Lieu sacré d'Errahmane se mettent en état de désacralisation en attendant impatiemment le grand Jour : wakfat Arafat.

Riad D.

Aucune victime dans l'incendie d'un bus transportant les hadji

L'incendie qui s'est déclaré dans le bus transportant les hadji algériens de Médine à Mekka, lundi matin, n'a fait aucune victime à l'exception d'un blessé léger dont l'état de santé ne suscite aucune inquiétude, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «Un incendie provoqué par un court circuit, s'est déclaré dans un bus transportant des hadji algériens de Médine à Mekka lundi matin», indique la même source qui précise que «tous les passagers à bord sont sains et saufs et

aucune victime n'est à déplorer à l'exception d'un blessé léger dont l'état de santé ne suscite aucune inquiétude». La société de transport, ajoute le communiqué, s'est chargée d'assurer aux hadji algériens un autre bus pour les conduire à Mekka et les soins nécessaires au hadji blessé. Les services du consulat général à Jeddah et la mission algérienne du Hadj suivent de près le séjour de nos hadji dans les Lieux Saints en leur assurant l'aide et la prise en charge nécessaire.

Y. R.

En attendant un gel de la production

Le pétrole gagne un peu de terrain, le Brent à 49,50 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement hier en cours d'échanges européens, bénéficiant toujours des attentes de voir les producteurs s'entendre sur un gel de la production fin septembre à Alger.



A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 49,50 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 24 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 31 cents à 47,29 dollars.

"Les contrats à terme sur le

pétrole brut ont baissé (lundi), probablement en raison d'un dollar renforcé après un discours vendredi de la présidente de la Fed Janet Yellen indiquant la possibilité d'une hausse des taux d'intérêt dans un futur proche", rappelaient les analystes de JBC Energy.

Le billet vert, dont la force nuit aux échanges pétroliers car ils sont libellés en dollars, s'est en effet stabilisé lundi après sa forte hausse de vendredi dans la foulée des déclarations de plusieurs respon-

sables de la Fed, qui ont relancé les spéculations sur une hausse des taux d'intérêt d'ici la fin de l'année.

Mais le léger accès de faiblesse de lundi n'a pas duré, les prix parvenant à se reprendre, quoique modestement, «trouvant toujours du soutien dans les attentes qu'un accord sur des plafonds de production soit atteint à la réunion des principaux producteurs de pétrole fin septembre à Alger», commentaient les analystes de

Commerzbank.

Depuis début août, les cours du brut sont orientés à la hausse, tirés par la perspective de discussions informelles sur un possible gel coordonné de la production de brut entre membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), auxquelles la Russie pourrait se joindre ultérieurement, en marge du sommet de l'Energie à Alger le mois prochain.

R. I.

Les prix en légère hausse en Asie

Les cours du pétrole étaient orientés à la hausse mardi en Asie, mais les gains demeuraient modérés en raison d'inquiétudes sur l'excès d'offre, avant la réunion le mois prochain des producteurs. Le baril de Brent, référence européenne du brut, pour livraison en octobre, prenait 13 cents à 49,39 dollars, dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en septembre gagnait 21 cents à 47,19 dollars. Les deux principaux contrats avaient baissé lundi avec le retour des doutes sur un possible gel de la production par les pays producteurs, et la stabilisation du dollar à un niveau élevé après les déclarations de la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed) Janet Yellen. Les investisseurs attendent désormais la publi-

cation vendredi des chiffres américains sur l'emploi, qui pourraient donner une idée des intentions de la Fed sur les taux. «Il est normal de voir un rebond après la chute d'hier», a déclaré Bernard Aw, analyste chez IG Markets à Singapour. «Alors que le pétrole approche de la fourchette haute des 40-50 dollars, les prix auront besoin, pour aller plus haut, d'une confirmation du fait qu'un accord pour stabiliser le marché est trouvé». Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des producteurs n'appartenant pas à l'organisation doivent se réunir fin septembre à Alger pour discuter des niveaux actuels de production. L'excès d'offre est une des raisons expliquant la chute des cours depuis 2014.

Y. T.

CNAS

Des poursuites judiciaires prévues contre les assurés fraudeurs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Mohamed El Ghazi, a révélé, lundi à partir de Tipasa, le recensement d'un taux de près de 0,7 % d'assurés ayant bénéficié de «certificats médicaux de complaisance», ayant bénéficié d'indemnités auprès de la Caisse nationale d'assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), qui feront l'objet de poursuites judiciaires.

«Des enquêtes ont révélé qu'un taux de près de 0,7% des certificats médicaux présentés par les assurés sont «de complaisance», et que «leurs porteurs ont bénéficié d'indemnités auprès de la Cnas, sans y ouvrir droit» a souligné le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Tipasa.

Qualifiant ce chiffre d'«impor-

tant», il a, de ce fait, appelé à l'«intensification du contrôle particulièrement concernant les maladies nerveuses et psychiques».

«Des poursuites judiciaires seront engagées, tant contre les assurés fraudeurs, que les médecins complaisants, qui ont accordé des congés de maladie sans considération aucune pour la déontologie professionnelle et médicale», a encore ajouté M. El Ghazi.

Interrogé par l'APS sur la retraite anticipée, le ministre du travail a indiqué que l'actuelle loi est toujours en vigueur, jusqu'à l'entrée en application de l'avant projet fixant l'âge minimum de départ à la retraite à 60 ans pour les hommes, et à 55 ans pour les femmes, en janvier 2017, suite à son approbation par le Conseil des ministres, en juillet dernier, sous la présidence du président de la République, Abdelaziz

Bouteflika.

Rappelant que les travailleurs concernés par les retraites anticipées et proportionnelle ont jusqu'à la fin de l'année pour déposer leurs dossiers, il a souligné que ses services «travaillent en collaboration avec les partenaires sociaux en vue de la mise au point d'une liste des métiers et professions pénibles, puis la promulgation d'un décret exécutif fixant cette liste, avant sa présentation devant le Parlement pour examen et approbation».

A noter qu'une commission a été mise sur pied pour élaborer ce projet de loi, par souci d'équité entre les métiers et professions, et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites (CNR).

Cette dernière (CNR) a assuré n'avoir reçu aucune instruction

pour le gel de la réception des dossiers de demandes de retraite proportionnelle, ou sans condition d'âge. L'avant-projet de loi en question stipule que «le bénéfice de la pension de retraite ne peut être accordé avant l'âge de 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, avec une durée de travail effective de pas moins de 15 ans». Un autre alinéa prévoit la possibilité, pour certains, de travailler cinq ans supplémentaires, avec l'accord de l'employeur, avec ouverture du droit à une retraite avant 60 ans, pour les emplois dits pénibles (qui seront fixés par la loi).

Parallèlement une possibilité est offerte pour les employés occupant des emplois nécessitant de hautes qualifications de travailler au delà de 60 ans.

Durant sa visite à Tipasa, M. El Ghazi a procédé à l'inauguration

d'une annexe de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) à Koléa.

Il a, en outre, effectué une visite au niveau de la clinique de chirurgie cardiaque infantile de Bou Ismail, considérée comme unique à l'échelle nationale.

Sur place, le ministre a appelé à la réduction de la durée des rendez-vous fixés pour les opérations.

Une agence d'assurance et un centre relevant de la Cnas et de la CNR ont été, aussi, visités par la délégation ministérielle à Bou Ismail, avant l'inauguration d'une agence Cnas pour les non-salariés à Hadjout, et la pose de la première pierre pour la réalisation d'une structure similaire à Tipasa.

T. R.

Tomate industrielle à Skikda
Une récolte prévisionnelle de plus de 4 millions de quintaux

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Skikda prévoit la récolte de quatre millions de quintaux de tomate industrielle, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris lundi auprès des ces services. La quantité prévue est pratiquement la même récoltée l'année dernière (4,4 millions de quintaux) a-t-on précisé, soulignant que les prévisions placent la wilaya de Skikda en première position, à l'échelle nationale avec pas moins de 51% de la totalité de la production nationale en tomate industrielle. La récolte de tomate industrielle lancée en juillet dernier et qui devra se poursuivre jusqu'à septembre prochain concerne, cette année, 7 500 ha a-t-on encore détaillé. La même source a ajouté que la commune de Ben Azzouz occupe la première place au niveau local et national avec 4 000 ha plantés de tomate industrielle, suivie par les communes de Bekkouche Lakhdar, Azzaba et Djandal, parallèlement à 15 autres communes situées principalement du côté Est et Sud de la wilaya. Les conditions climatiques favorables, le respect de l'itinéraire technique et l'utilisation adéquate des engrais de divers types, à côté de la bonne qualité des plants utilisés ont largement contribué à la production abondante de tomate industrielle dans la wilaya, a-t-on encore souligné. L'appui des agriculteurs à travers les différents programmes et aides de l'Etat ont également participé au développement de la filière tomate industrielle dans la wilaya de Skikda au cours de ces dernières années, ont ajouté les services agricoles.

R. E.

Pénétrante Djendjen El Eulma

Bon rythme d'avancement des travaux

Les travaux de réalisation de la pénétrante autoroutière Djendjen û El-Eulma (110 km) connaissent un bon rythme d'avancement depuis que les chantiers ont été considérablement renforcés en moyens humains et matériels, a affirmé, lundi, le directeur des Travaux publics de la wilaya de Jijel.



Lors d'une visite guidée aux différents chantiers en cours, dans la partie concernant la wilaya de Jijel, organisée au profit de la presse locale, Ali Chikhi, soulignant l'importance de ce projet a rappelé

que les chantiers ont été renforcés pour donner une nouvelle impulsion aux travaux qui se déroulent actuellement dans de bonnes conditions.

L'avancement physique est de 11 % et celui des études de 50 %,

selon Brahim Hellal, chef de projet de wilaya de l'Agence nationale des Autoroutes (ANA), présent lors de cette visite in situ.

Pratiquement toutes les contraintes et entraves ont été levées et que les travaux accusent un excellent rythme de croisière, selon ce responsable, relevant qu'il y a une nette amélioration imprimée sur le terrain.

Cette pénétrante autoroutière qui a reçu par deux fois la visite d'inspection du conseiller du Premier ministre Abdelmalek Sellal reliera Jijel à la ville d'El Eulma sur 110 km pour faire jonction avec l'autoroute Est-Ouest.

Elle constitue une épine dorsale pour le développement économique nationale et notamment pour le port de Djendjen où cette pénétrante prend naissance.

Le tracé total de 110 km comprend 45 km dans le territoire de Jijel, 10 à Mila et 55 km pour Sétif,

a rappelé Adel Lachheb, ingénieur chargé du suivi du projet, souligné que le «plus gros du travail», se trouve dans la wilaya de Jijel.

Le tronçon de la wilaya de Jijel est jalonné de nombreux ouvrages d'art (viaducs, ponts, dalots, à) et dont l'impact sera déterminant dans le développement socio-économique régional et le désenclavement de trois wilayas, a-t-on noté.

Lors de cette visite qui a permis aux journalistes d'emprunter le tracé, du PK 0 à hauteur du port de Djendjen jusqu'au PK 22 au niveau de la commune montagnaise de Texenna, les différents chantiers grouillent d'engins et d'ouvriers affairés à réaliser des ouvrages, considérés comme une épine dorsale de la pénétrante.

Une course contre la montre est engagée avant l'arrivée des pluies, comme le laisse entendre le directeur des Travaux publics.

Les pieux, une fois sortis de

terre, le lancement des poutres et tabliers de ces ouvrages devant recevoir entre 100.000 à 120.000 véhicules jour sera «facile», a-t-on expliqué. L'un des ouvrages remarquables de cette pénétrante de 2 fois 3 voies est incontestablement le tunnel de 1.800 mètres linéaires qui sera percé dans la région montagneuse de Texenna, projet déjà confié à une entreprise turque.

L'itinéraire comportera au total dix sept (17) viaducs dont douze (12) lancés en travaux et cinq (5) en cours, dans ces chantiers employant plus de 1.300 ouvriers.

A ce jour, vingt cinq (25) km de l'emprise ont été «libérés» et les travaux se déroulent à l'aise, dans de bonnes conditions, a affirmé M. Chikhi, précisant qu'il y a au total de 156 constructions à démolir, dont 94 situées sur le tracé près de la commune de Beni Yadjis où a été érigé le grand barrage hydraulique de Tabellout. **H. A.**

Ouargla

Distribution de manuels scolaires

■ Un total de 690.460 manuels scolaires a été distribué jusqu'ici, au titre de la première opération de distribution, au profit des établissements scolaires de la wilaya de Ouargla, en prévision de la nouvelle rentrée scolaire 2016-2017, a-t-on appris lundi auprès du centre de distribution et de documentation pédagogique (CDDP). Cette première opération a donné lieu à la distribution de 384.375 manuels dédiés au palier primaire, 220.028 livres pour le palier moyen et 1.057 manuels pour le cycle secondaire, a précisé à l'APS, le directeur du CDDP, Abdelfettah Benamraoui.

D'intenses préparatifs sont entrepris en prévision du lancement de la seconde opération dédiée à la distribution du manuel "2ème génération", composée de 18 titres, dont 10 titres destinés au niveau scolaire de la 1ère année moyenne, quatre (4) titres pour la 1ère année primaire et autant de titres pour la 2ème année primaire, a expliqué le même responsable. La même source a fait savoir à cette occasion, qu'un salon du manuel scolaire sera tenu du 31 août au 3 septembre prochain à la maison de la culture "Moufdi Zakaria" de Ouargla, sous l'égide de l'office national des publications scolaires (ONPS). La wilaya de Ouargla dispose de 457 établissements scolaires, dont 305 établissements primaires, 108 collèges et 44 lycées.

R. Y.

Ain Temouchent

Plus de 200 postes d'emploi générés par de nouveaux projets

■ Plus de 200 postes d'emploi directs seront générés par neuf nouveaux projets aquacoles, dont les décisions de concession seront, prochainement, signés, a-t-on appris du directeur par intérim de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Ain Temouchent.

Bloqués depuis 2014 pour des problèmes de terrains, ces projets ont vu ces difficultés levées après plusieurs rencontres avec les services des domaines et du cadastre, a indiqué Boukabrine Sahnoune, précisant qu'une fois concrétisés, ces projets contribueront à l'augmentation sensible de la production aquacole locale, assurée par la ferme «Aguasole» de Sbiât, en attendant l'entrée en exploitation de celle de Rachegoune «Aquatafna» qui assureront quelque 1.700 tonnes de poissons par an.

Par ailleurs, la wilaya d'Ain Temouchent a été choisie pour abriter le 3ème salon régional de l'investissement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, a-t-on appris du même responsable qui a estimé que cette manifestation mettra en relief, entre autres, les opportunités d'investissement de la wilaya d'Ain Temouchent, notamment dans les domaines de la construction navale et de l'aquaculture. **H. L.**

Djelfa

Des projets pour l'amélioration de l'AEP

Des projets pour l'amélioration de l'Alimentation en eau potable (AEP) ont été destinés aux communes de Had Shari, Ain Afka et Dar Chioukh de Djelfa, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Selon la source, la commune d'Ain Afka a bénéficié d'un projet de transfert d'eau potable, dont le wali Abdelkader Djelaoui a donné, récemment, des instructions en vue du lancement expérimental de la mise en service du nouveau système de pompage, avant le transfert d'eau potable vers la ville d'Ain Afka, à partir du premier réservoir, «à la fin du mois en cours».

D'autres transferts d'eau seront effectués à partir de deux (2) autres réservoirs, dans un délai de 15 jours, avec une capacité de pompage initiale de 40 L à la seconde, qui sera portée à 120 L/S, après le parachèvement du raccordement des puits res-

tants au réseau électrique, avait-t-on expliqué au wali sur place.

La ville d'Ain Afka est actuellement alimentée à raison de 18 l/s, est-il ajouté.

Un autre projet similaire, destiné à la localité de Had Shari, a également fait l'objet d'une visite du wali, qui a ordonné le parachèvement des travaux d'équipement de la station de pompage dans un délai n'excédant pas les deux (2) mois.

Une fois le projet achevé, il permettra l'alimentation de la localité avec une moyenne de 120l/s, qui s'ajoutera aux 37l/s, actuellement à la portée de la population locale. Le 3ème projet de transfert hydrique a été destiné à la ville de Dar Chioukh, à 40 km à l'est de Djelfa.

Le transfert sera réalisé à partir du bassin du barrage Oum Droue, en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable de cette localité accusant un impor-

tant déficit en la matière.

En effet, la ville d'Oum Droue est alimentée avec une moyenne de pas plus de 14 L/s, pour une population estimée à près de 35.000 âmes.

Les autorités locales ont procédé, dernièrement, au lancement expérimental du nouveau système de pompage mis en place dans ce transfert hydrique, qui devrait permettre d'assurer une moyenne de 50l/s à la population de cette ville, soit une couverture totale de ses besoins.

Dans le court et moyen termes, le même projet devrait, également, assurer, après parachèvement de la réalisation de quatre (4) puits au niveau du bassin du barrage Oum Droue, de couvrir les besoins en AEP des villes de Dar Chioukh et Mouileh, au même titre que les quartiers - Est de Djelfa, est-il signalé de même source.

H. O.

Forêt de Bâinem

Un bol d'oxygène pour les Algérois

Située à 15 km à l'ouest d'Alger sur des crêtes surplombant la mer, la forêt de Bâinem draine un grand nombre de familles et de promeneurs en quête de détente et de distraction depuis le début des grandes vacances, d'autant que la sécurité y est assurée.



Bien que la tentation des plages et des baignades en mer est grande, il n'en demeure pas moins que cet espace naturel attire ses adeptes à chaque fin de semaine. En effet, de longues files se forment tôt le week-end à l'entrée de la forêt - encadrée par la direction des forêts de la wilaya d'Alger relevant de la direction générale des forêts - pour y faire provision d'air pur et de tranquillité.

Poumon de la capitale : la forêt accueille plus de 800 visiteurs/jour

Le responsable de la circonscription de la forêt de Bâinem, M. Hocine Ali a indiqué dans une déclaration à l'APS, que cet espace est pris d'assaut par les citoyens, car il est facile d'accès et surtout sécurisé. Les visiteurs y trouvent leur compte, qu'il s'agisse de pratiquer différents sports ou de s'adonner à des jeux de loisirs et de distraction, a-t-il souligné, ajoutant que l'on enregistre quotidiennement une affluente de plus de 800 personnes atteignant le point

culminant le week-end tout le long de l'été.

Véritable espace naturel vierge, la forêt de Bâinem dont cinq communes (Bouzaréah, Hammamet, Raïs Hamidou, Aïn Bénian et Beni Messous) se partagent les frontières, est le poumon de la capitale.

«Nous oeuvrons à améliorer les conditions de «villégiature» et à assurer des espaces de détente et de quiétude d'autant que la forêt reste une destination de choix pour la pratique d'un sport individuel, notamment en fin d'après-midi.

Selon M. Hocine Ali, les familles fréquentent de nouveau cet espace de prédilection du fait de l'amélioration de la situation sécuritaire, mais aussi des prestations assurées.

La forêt de Bâinem a connu de nombreux travaux d'aménagement et de réalisation de structures de services à l'instar des espaces de jeux et de loisirs, des gargotes, des fontaines publiques et des toilettes, a-t-il rappelé.

Il a ajouté qu'avant la saison estivale, nous avons lancé des projets d'aménagement et de net-

toyage de la forêt qui s'étend sur 504 ha, outre des campagnes de sensibilisation en direction du grand public pour prévenir les feux de forêts.

Le même responsable a indiqué que 53 interventions contre les incendies au niveau de la forêt ont été enregistrés depuis juin dernier, précisant que quatre équipes composées de 10 agents en sus d'un groupe d'intervention rapide des agents de la Protection civile sont intervenus au niveau des circonscriptions de Sidi M'hamed, Bouzaréah, Chéraga et Bab El Oued.

Il a, en outre, précisé que la forêt de Bâinem a bénéficié dans le cadre du plan de lutte contre les feux de forêts d'équipements nécessaires à l'intervention rapide avant l'arrivée des équipes de secours de la Protection civile dont des citernes de 50 m³ chacune.

M. Hocine Ali a, par ailleurs, rappelé que les services de la direction des forêts ont procédé à l'ouverture des chemins et des sentiers pour permettre aux équipes d'intervention d'accéder rapidement aux foyers d'incendies.

Le nombre d'agents intervenant dans la protection de cette vaste forêt reste néanmoins insuffisant, a-t-il souligné.

Un nouveau projet pour l'aménagement de la forêt de Bâinem

Le responsable de la circonscription de la forêt de Bâinem a précisé que le projet d'aménagement et d'extension de l'espace d'accueil des visiteurs de la forêt de Bâinem comptait parmi les projets les plus importants du secteur, soulignant que les études étaient, d'ores et déjà, en cours dans l'attente de sa concrétisation dès l'attribution d'une enveloppe financière appropriée.

Il a indiqué que ce plan d'aménagement sera réalisé par la wilaya d'Alger. Le projet qui s'étend sur une superficie de 50 ha devra procurer des pôles de divertissement et de loisirs répondant aux critères internationaux et aux exigences de la relance du tourisme environnemental.

D'autre part, une étude a été lancée pour la création de huit

aires d'attraction et de loisirs dont des courts de tennis et de pétanque, des vélodromes, des hippodromes, un site avec une vue sur mer par télescope, des espaces pour le tir sur lâcher de pigeons et autres structures de commodités comme les restaurants, a-t-il poursuivi.

M. Hocine Ali a annoncé, en outre, que dans le courant de l'année, les cours d'eau qui traversent la forêt ont été drainés, outre l'ouverture d'autres cours principaux sur une distance de 32 km.

Dans le cadre de cette opération, plus de 199 ha ont été plantés dont 133 ha en eucalyptus qui représente 60% de la végétation de la forêt. Les espaces réservés aux aires de jeu et de divertissement occupent, quant à eux, plus de 50 ha.

Par ailleurs, une route sillonnant la forêt sur une longueur de 16km a été asphaltée sans oublier les sentiers sur une distance de 45km avec la mise en place de 134 de centres d'alerte.

Le problème des déchets et l'organisation de battues de sangliers

Toujours selon M. Hocine Ali, la forêt est exposée à une nuisance du promeneur qui ne mesure pas la préciosité de cet espace écologique en raison majeure de certaines attitudes inciviles dont le déversement des déchets ce qui attire les sangliers vers la forêt, l'ensemble des régions suburbaines et les quartiers limitrophes, semant la panique chez les citoyens.

Sur la base de rapports établis, les communes procèdent et sur instruction des walis délégués et du wali d'Alger, à l'organisation de battues. En vertu de la loi sur la chasse, l'opération, organisée sur demande de la commune à raison de 5 à 6 fois par an, consiste à chasser le sanglier dans le périmètre de la forêt afin de limiter sa reproduction et ce, en coopération avec la Fédération des chasseurs, a-t-il encore dit.

Cependant, le problème des déchets se pose avec acuité pour les agents de la circonscription de la forêt qui peinent à contrôler le passage des camions qui empruntent la route secondaire qui la traverse chargés de déchets et de résidus de matériaux.

Il a ajouté, à ce propos, que plusieurs personnes ont été prises en flagrant délit en train de déverser des déchets. Après signalement, les services de la Gendarmerie nationale ont pris des mesures à leur encontre pour les présenter à la justice.

Quotidiennement, plus de deux camions de déchets soit 6 m³ sont enlevés.

Actuellement, une opération de collecte d'échantillons et d'espèces de la faune et de la flore que recèle la région est en cours.

Le tapis végétal de la wilaya d'Alger s'étend sur une superficie de 5 000 ha qui renferme 113 sites forestiers qui ont la particularité de se situer au coeur du tissu urbain-tique et urbain.

R. S.

R. S.

Souk traditionnel

Une alternative pour promouvoir les produits d'artisanat

Les marchés modernes étouffent le produit artisanal d'où la nécessité de renouer avec le marché traditionnel pour préserver ce legs ancestral, ont souligné des participants à la 1^{ère} édition du Souk traditionnel, une exposition qui se tient dans le quartier des pêcheurs du Bastion 23 (Alger).

Selon les participants à cette manifestation qui s'est poursuivie jusqu'au 29 août, le retour à ce genre de marchés est à même de rétablir la place du souk et de promouvoir le commerce du produit artisanal face aux marchés modernes.

Pour la peintre céramiste Radia Djari, «le marché d'aujourd'hui n'encourage pas le produit artisanal», face à la conquête des pro-

duits importés, notamment de Chine.

Cette femme artisan venue de Hadjout, rappelle que sa ville (Tipasa) comptait des marchés partout où les villageois étalaient leurs marchandises dans des marchés forains, une tradition qui a cédé la place aux marchés anarchiques, a-t-elle déploré.

De son côté, Rachid, spécialiste en vannerie, a déploré le fait que le produit d'artisanat ne trouve plus sa place dans le marché moderne, déplorant le faible engouement sur ces produits dont ils distribue sur les magasins pour les vendre.

Pour sa part, Zineb Baba Moussa, spécialiste en mosaïque à travers la récupération des objets, s'est félicitée de l'organisation de cette manifestation, notamment au coeur de

la capitale.

Pour Meriem Khodja, tisserande d'Alger, cette première édition du Souk traditionnel, «se veut un hommage à tous les métiers d'artisanat qui furent très florissants dans les anciennes villes du Maghreb».

Le Souk traditionnel regroupe les métiers du tissage berbère, de la poterie, de la dinanderie ou encore celui de la fabrication d'objets décoratifs inspirés d'ustensiles anciens.

Ces artisans exposent des produits de tissage, de dinanderie ou de vannerie traditionnels, mais aussi plusieurs objets du quotidien (sacs à main, couffins, objets de décoration) revisités et modernisés pour leur donner une nouvelle vocation et les remettre au goût du jour.

R. S.



Comme les humains

Les chiens distinguent mots et intonations

Les chiens ont la capacité de distinguer les mots et les intonations grâce aux mêmes régions du cerveau que les humains, révèle une étude sur la manière dont ces animaux interprètent le langage humain.



Publiée lundi dans une revue américaine spécialisée, elle montre que le cerveau canin prête attention à la fois à ce que disent les hommes et à la manière dont ils le disent, expliquent les chercheurs meneurs de l'étude.

Les chiens comme les humains utilisent l'hémisphère gauche du cerveau pour interpréter les mots et des régions de l'hémisphère droit pour analyser l'intonation.

Le centre du plaisir dans leur cerveau est activé seulement quand des paroles de gentillesse et de louanges sont accompagnées de l'intonation juste, ont déterminé ces chercheurs.

Selon eux, ces observations suggèrent que les mécanismes neuronaux permettant de traiter les mots ont évolué beaucoup plus tôt qu'estimé jusqu'alors et qu'ils ne sont pas uniques au cerveau humain.

L'étude montre que si un environnement est riche en paroles comme c'est le cas dans une famille où vit un chien, les représentations du sens des mots peuvent se développer même dans le cerveau d'animaux incapables de parler.

«Le cerveau humain, non seulement analyse séparément les mots que nous entendons, mais aussi la manière dont ils sont dits, intégrant les deux types d'in-

formations pour parvenir à un sens», explique Attila Andics du département d'éthologie.

«Nos conclusions suggèrent que le cerveau des chiens fonctionne de manière très similaire», une découverte qui pourrait aussi aider à faciliter la communication et la coopération entre chiens et humains, poursuit-il.

Pour cette étude, ces scientifiques ont dressé treize chiens pour qu'ils restent couchés totalement immobiles pendant un scanner du cerveau afin de mesurer leur activité cérébrale alors qu'ils écoutaient parler leur maître.

Ils ont constaté que les chiens activaient une zone de l'hémisphère droit du cerveau pour distinguer une intonation

signalant la gentillesse et une ne l'indiquant pas. Ce même centre cérébral traite des sons qui suscitent des émotions mais qui ne sont pas des paroles, avaient déjà identifié ces chercheurs.

La même zone du cerveau humain joue un rôle similaire, suggérant que les mécanismes d'interprétation des intonations ne sont pas spécifiques à la parole.

Selon ces scientifiques, ce qui «rend les mots uniquement humains ce n'est pas une capacité neuronale particulière mais notre créativité pour leur utilisation».

Y. T.

Mexique

Le président a partiellement plagié sa thèse

L'université panaméricaine de Mexico a confirmé que la thèse de droit du président mexicain, Enrique Peña Nieto, soutenue il y a 25 ans, contenait plusieurs plagiats.

«cinq formes d'utilisation d'idées d'autrui», parmi lesquelles des «reproductions textuelles sans citation de bas de page ni dans la bibliographie», a indiqué l'université dans un communiqué lundi.

Cette institution privée catholique, dépendant de l'Opus Dei, a analysé la thèse d'Enrique Peña Nieto après les révélations du site d'investigation Aristegui Noticias selon lequel la thèse du président contenait 28% de textes plagiés ou mal cités.

L'examen de ce document a permis de repérer des «reproductions textuelles dans laquelle l'auteur est cité de façon ambiguë ou imprécise», confirme le communiqué.

Elle indique toutefois être «devant un acte consommé sur lequel il est impossible d'intervenir» tout en ajoutant que le règlement général «n'est pas applicable aux anciens élèves».

Devant ce cas «sans précédent», elle a cependant décidé de consulter l'Université autonome de Mexico (Unam), la plus grande université du pays, sur la démarche à suivre.

Parmi les auteurs plagiés, l'historien mexicain Enrique Krauze a indiqué dans un article avoir remarqué une dizaine de lignes provenant d'un de ses ouvrages citées «littéralement sans en indiquer la provenance», même s'il est mentionné dans la bibliographie annexe.

Selon lui, «la pratique d'utiliser les idées des autres sans les citer a été très répandue au Mexique», attitude qu'il attribue aux directeurs de thèses ainsi «qu'aux autorités académiques qui prenaient ces textes pour de simples formalités».

R. M.

Virus Zika

Les moustiques femelles peuvent le transmettre à leur progéniture

Les moustiques femelles *Aedes aegypti*, principal vecteur du Zika, peuvent transmettre le virus à leurs œufs et progénitures, selon une étude qui montre la nécessité de recourir également à des larvicides pour combattre efficacement la propagation de l'infection.

«Cela rend le contrôle plus difficile car les insecticides n'affectent que les moustiques adultes et épargnent souvent les œufs et les larves», explique le Dr Robert Tesh de la faculté de médecine du Texas à Galveston, principal auteur de l'étude parue dans une revue spécialisée.

De ce fait, «l'usage des insecticides réduit la transmission mais pourrait ne pas éliminer le virus», ajoute-t-il.

Ces chercheurs ont injecté le Zika en laboratoire à des moustiques femelles pour déterminer si elles transmettaient le virus aux œufs et larves. Ils ont constaté que la transmission s'est produite chez un moustique sur 290. «Ce ratio peut paraître faible, mais vu le nombre de moustiques *Aedes aegypti* qui se trouvent dans les zones urbaines tropicales, il est probable qu'il y a une proportion suffisante pour permettre au virus de persister même quand une grande partie des moustiques adultes sont tués», juge le Dr Tesh. Les moustiques sont aussi les vecteurs d'autres virus à leurs progénitures dont celui de la dengue et de la fièvre jaune, qui sont également transmis par les *Aedes aegypti* femelles.

Aux Etats-Unis ces moustiques sont abondants surtout en Floride, dans le Golf du Mexique, en Arizona et en Californie. Ils se trouvent également de façon plus sporadique dans d'autres Etats américains. Chez des femmes enceintes infectées, le virus Zika est lié à la microcéphalie du fœtus, une malformation irréversible du cerveau.

Y. R.

Selon une étude

Le changement climatique rend les végétaux moins sensibles à la sécheresse

L'augmentation du CO₂ (dioxyde de carbone) dans l'atmosphère responsable du réchauffement réduit les besoins en eau des végétaux qui deviennent moins sensibles à la sécheresse, un facteur qui n'est pas pris en compte dans de nombreux modèles hydrologiques, ont déterminé des scientifiques.

Cette étude publiée lundi dans les Comptes rendus de l'académie américaine des sciences (PNAS) modifie les hypothèses avancées jusqu'alors sur l'impact du changement climatique sur l'agriculture, les ressources en eau, la croissance des plantes et le risque d'incendie de forêt.

Selon de récentes études, plus de 70% de la planète connaîtra davantage de sécheresse avec le quadruplement des niveaux de CO₂ au cours des cent pro-

chaines années comparativement à l'ère pré-industrielle.

Mais en prenant en compte la diminution des besoins en eau des végétaux résultant de l'accroissement du CO₂ atmosphérique, cette proportion tombe à 37%, expliquent ces chercheurs de l'Université de Californie à Irvine (UCI).

La diminution attendue des précipitations va accroître le nombre de sécheresses dans le sud du continent nord-américain, le sud de l'Europe et le nord-est de l'Amérique du sud.

Mais cette étude montre que dans le centre de l'Afrique, dans les régions tempérées d'Asie, y compris la Chine, ainsi qu'au Proche-Orient, en Asie de l'Est et dans la plus grande partie de la Russie, l'eau conservée par les plantes compensera largement les sécheresses dues au changement climatique. «Cela montre que

l'évolution des besoins en eau des plantes aura un impact important sur les réserves en eau et cette partie de l'équation a été ignorée dans de nombreuses études hydrologiques et sur les sécheresses», souligne James Randerson, professeur à l'UCI et co-auteur de l'étude.

Même si les sécheresses pourraient être moins sévères que ne l'indiquent les projections actuelles, leur fréquence va sans doute augmenter et d'autres effets du réchauffement pourraient avoir un impact très néfaste sur la végétation, préviennent ces chercheurs.

«Nous ignorons beaucoup de choses sur l'impact des sécheresses avec des températures très chaudes», pointe ainsi Abigail Swann, professeure adjointe de sciences atmosphériques et de biologie à l'Université de Washington, co-auteur de l'étude.

T. D.

CONFLITS ▶▶

Syrie

L'offensive turque, un dilemme diplomatique pour Washington

Les manoeuvres turques pour empêcher les milices kurdes de gagner du territoire dans le nord de la Syrie mettent aux prises deux alliés des Etats-Unis dans la guerre contre le groupe Etat islamique et posent un sérieux dilemme diplomatique à Washington.



« Rester unis » : c'est l'objectif affiché de Washington derrière la prochaine rencontre annoncée lundi entre les présidents américain Barack Obama et turc Recep Tayyip Erdogan.

Un objectif mis à mal par les tensions exacerbées entre les deux alliés de l'Otan depuis mercredi avec le lancement par Ankara de l'opération "Bouclier de l'Euphrate", visant en Syrie à la fois les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des YPG (Unités de protection du peuple kurde) et les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Ankara considère les YPG et le PYD comme des organisations "terroristes", bien qu'ils soient épaulés par Washington dans la lutte contre l'EI.

Les affrontements entre la Turquie et les forces arabokurdes soutenues par les Etats-Unis sont "inacceptables", a tonné lundi l'émissaire présidentiel américain auprès de la coalition internationale anti-jihadiste, Brett McGurk, appelant toutes les parties à "cesser" les combats.

En visite à Ankara la semaine dernière, le vice-président américain Joe Biden avait lui "dit très clairement" que les forces kurdes devaient "retraverser" l'Euphrate vers l'est, faute de quoi elles perdraient le soutien des Etats-Unis.

Ces signaux contradictoires envoyés par Washington mettent en péril une bonne occasion de profiter de la nouvelle volonté affichée par Ankara de combattre l'EI, selon Matt Bryza, ancien membre du Conseil de

sécurité nationale du président George W. Bush.

"Les Etats-Unis risquent de transformer une victoire en défaite", s'inquiète-t-il.

"Le président devrait énoncer clairement la politique (des Etats-Unis), car pour l'instant nous sommes face à cette dissonance entre McGurk et Biden", analyse Matt Bryza, désormais membre du centre de réflexion américain Atlantic Council.

Pour lui, il serait imprudent de la part de Washington d'offenser Ankara en soutenant les Kurdes, après avoir demandé pendant deux ans à la Turquie d'adopter une position plus ferme face à l'EI.

En revanche, "s'assurer que les YPG retournent à l'est de l'Euphrate", comme l'a affirmé plus tôt un haut responsable américain, est la bonne stratégie

à suivre pour Washington selon Matt Bryza.

Mais pour un ancien conseiller du vice-président républicain Dick Cheney, John Hannah, Ankara a aussi sa part de responsabilité dans le regain de tensions entre la Turquie et les Etats-Unis pour avoir traîné des pieds dans la lutte contre l'EI.

"Les YPG n'étaient pas le premier choix des Etats-Unis pour devenir leur partenaire et allié dans la lutte contre l'EI sur le terrain, c'était plutôt tout ce qu'il nous restait", assure-t-il.

"Si tout ça tourne à un gros affrontement entre l'armée turque, ou les forces soutenues par la Turquie, et les YPG sans que rien ne pointe vers un engagement beaucoup plus grand de la Turquie contre l'EI, cela va évidemment susciter de nouvelles tensions bien réelles entre les Etats-Unis et la Turquie", met en garde John Hannah, aujourd'hui membre du centre de réflexion américain Federation for Defense of Democracies.

Une telle perspective pourrait même forcer Washington à déplacer ses bases militaires hors de Turquie, avertit-il dans un rapport publié lundi.

Kemal Kirisci, du centre de recherche Brookings Institution basé à Washington, décèle pour sa part des signaux positifs dans les derniers développements.

Ankara semble ainsi selon lui avoir abandonné l'espoir d'une victoire totale sunnite dans la guerre civile en Syrie. Ce qui, en plus du timide réchauffement entre Recep Tayyip Erdogan, la Russie et l'Iran, pourrait ouvrir la porte à une sortie du conflit qui a fait plus de 290.000 morts depuis mars 2011.

"Chaque acteur tente tant bien que mal d'avancer mais une autre partie est aussi en train d'être jouée à un autre niveau, qui pourrait ouvrir la voie à un possible règlement du conflit", analyse-t-il.

AFP

Intervention de la Turquie en Syrie

«Risque d'embrasement général»

Le président français François Hollande a averti mardi contre «les risques d'embrasement général» en Syrie avec les «interventions multiples, contradictoires» de la Turquie et de la Russie, lors d'un discours devant la Conférence des ambassadeurs à l'Elysée.

«Ces interventions multiples, contradictoires portent des risques d'embrasement général», a déclaré le chef de l'Etat français, évoquant notamment l'intervention militaire d'Ankara contre les Kurdes.

«L'urgence absolue, c'est l'arrêt des combats», a-t-il ajouté.

«La France appelle ici, immédiatement, à la trêve immédiate», a insisté François Hollande, rappelant que «la Syrie vit depuis cinq ans une tragédie épouvantable» notamment à Alep où une «catastrophe humanitaire à grande échelle est en cours».

Evoquant un rapport de l'ONU sur l'usage d'armes chimiques au-delà de

2013, François Hollande a estimé que «ces crimes ne peuvent pas rester impunis».

Paris «travaille à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité», a-t-il rappelé, «pour condamner ces actes abominables et prévoir des sanctions contre leurs auteurs».

«Personne, aucun membre permanent du Conseil de sécurité, n'a intérêt à ce que l'emploi d'armes chimiques se banalise», a-t-il ajouté.

«J'appelle donc chacun à prendre ses responsabilités», a-t-il lancé à destination des membres permanents que sont la Chine et la Russie.

T. Y.

À la suite d'un attentat lors d'un mariage à Kerbala

L'Iran exprime sa solidarité avec l'Irak

Le ministère iranien des Affaires étrangères a condamné l'attentat à la bombe meurtrier qui a coûté la vie à 15 personnes dimanche dernier lors d'un mariage dans la province irakienne de Kerbala, au sud de Bagdad, a rapporté hier l'agence de presse iranienne Mehr.

«Les terroristes qui commettent ces actes malfaisants et massacrent des innocents sont pleinement conscients que leur temps est révolu en Irak», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bahram Qasemi, exprimant ainsi sa compassion pour les familles des victimes et le gouvernement irakien.

Le porte-parole iranien a souhaité que tous les Irakiens s'unissent pour restaurer la paix et la prospérité dans leur pays.

R. I.

Yémen

Le conflit a fait au moins 10 000 morts, selon l'ONU

Au moins 10 000 personnes ont péri au Yémen depuis le début du conflit, il y a près de 18 mois, ont déclaré mardi les Nations unies. Ce bilan représente plus du double de celui qui était jusqu'à présent dressé par les responsables et organisations humanitaires.

Jamie McGoldrick, coordonnateur humanitaire de l'ONU, a expliqué que cette nouvelle estimation résultait des chiffres transmis par les hôpitaux du Yémen. Ce bilan est susceptible de s'alourdir, certaines régions étant privées d'infrastructures médicales et certaines victimes étant inhumées sans avoir été enregistrées, a-t-il précisé.

Le conflit provoqué le déplacement de

trois millions de yéménite et contraint 200 000 personnes à l'exil. Sur une population de 26 millions d'habitants, 14 millions de yéménites ont besoin d'une aide alimentaire, tandis que sept millions souffrent de l'insécurité alimentaire, a-t-il ajouté.

Le Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme déclarait la semaine dernière que 3 799 civils avaient été tués depuis le début du conflit yéménite en mars 2015, ajoutant que les frappes aériennes de la coalition sous conduite saoudienne étaient responsables de "la plus grande partie" des victimes, soit autour de 60%.

McGoldrick n'a pas dit combien de civils, sur le total de 10 000 morts, avaient péri

dans le conflit yéménite.

De l'avis de Jamie McGoldrick, la situation au Yémen est "tragique", de nombreuses familles ayant du mal à trouver de la nourriture pour leurs enfants ou à leur procurer des soins médicaux et une éducation.

"Le travail humanitaire ne peut à lui seul résoudre ces problèmes", a-t-il dit lors d'une conférence de presse en estimant que le Yémen avait besoin d'un règlement pacifique.

L'échec des négociations de paix sur le Yémen, qui étaient en cours au Koweït jusqu'à ce mois-ci, a été suivi d'une recrudescence des affrontements.

Reuters

Tunisie

Youssef Chahed, un «quadra» au secours de la jeune démocratie ?

Plus jeune Premier ministre de l'histoire moderne de la Tunisie, Youssef Chahed tranche avec le profil des autres dirigeants récents du pays, mais le dynamisme qu'on lui prête pourrait se heurter à une marge de manoeuvre réduite.



Vendredi soir, la jeune démocratie tunisienne s'est offerte le plus jeune de ses chefs de gouvernement depuis l'indépendance du pays en 1956. A bientôt 41 ans, Youssef Chahed, issu de Nidaa Tounès, parti fondé par le président Essebsi, a obtenu confortablement la confiance du Parlement avec 168 voix sur 217 députés.

En charge des Affaires locales dans l'ex-gouvernement de Habib Essid, M. Chahed, le 7^e Premier ministre tunisien en moins de six ans, a prêté serment le lendemain, à la tête d'un cabinet lui-même rajeuni et féminisé, de 26 ministres et 14 secrétaires d'Etat. Avant de prendre officiellement ses fonctions lundi, son premier discours au Parlement a séduit la presse. "Il est clair qu'il a bien travaillé, avec ceux qui l'entourent, l'image et la forme de son discours", a écrit le journal *Assabah*. Mais son gouverne-

ment ne pourra bénéficier d'aucun état de grâce dans un pays miné par d'énormes problèmes socio-économiques et sécuritaire, dont les finances sont au bord de l'asphyxie.

"Nous ferons confiance, sans plus, à ce nouveau gouvernement que nous devons avoir à l'oeil", a relevé le journal *Le Quotidien*.

Ingénieur agronome de formation, Youssef Chahed est entré en politique après le soulèvement qui a emporté la dictature de Zine El Abidine Ben Ali en 2011 en fondant un petit parti, la Voie du centre.

Dans le bouillonnement post-révolutionnaire, ce libéral rejoint une coalition de plusieurs partis avant de participer à la création d'Al Joumhouri (centre). En 2013, il adhère à Nidaa Tounès.

Alors qu'une profonde crise agite le parti en 2015, le président Essebsi lui montre déjà sa confiance en le désignant à la tête d'une commission chargée de trouver une issue à la

bataille entre le secrétaire général de l'époque, Mohsen Marzouk, et le fils du chef de l'Etat, Hafedh Caïd Essebsi.

Peine perdue: Mohsen Marzouk claqué la porte pour fonder un autre parti.

Assujetti

Avant même l'annonce officielle de sa désignation, des Tunisiens ont dit apprécier son jeune âge, en écho à une révolution elle-même dite "de la jeunesse". Elle tranche avec celles de son prédécesseur (67 ans) et encore davantage de Béji Caïd Essebsi (89 ans).

Toutefois, certains ont critiqué la promotion d'un membre du gouvernement sortant, jugé en échec.

Une controverse a aussi éclaté en raison de lointains liens de parenté par alliance avec M. Caïd Essebsi.

L'actuel chef de l'Etat est déjà très critiqué en raison de la présence de son fils au sein de Nidaa Tounès, formation qu'il a fondée en 2012.

L'une des principales

causes du soulèvement contre Ben Ali était en outre le népotisme du régime.

Au-delà de cette controverse, la marge d'autonomie de Youssef Chahed interroge.

"C'est quelqu'un qui a été désigné et devrait rester assujetti au président de la République", a affirmé à l'AFP l'analyste Selim Kherrat.

Des internautes ont enfin critiqué M. Chahed pour son travail avec les Etats-Unis en tant qu'expert dans le domaine agricole, jugeant qu'il avait servi des intérêts autres que ceux de son pays.

"Oui, il a travaillé sur des programmes de coopération avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Il n'y a rien à cacher", a rétorqué un proche de M. Chahed.

C'est "un homme intègre, bosseur, qui n'appartient pas à des lobbies et connaît les vrais problèmes de la Tunisie", a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

AFP

RDC

Trois militants de mouvements citoyens libérés en signe de décrispation

L'un avait déjà quitté la prison samedi après-midi, trois autres ont été libérés lundi soir par la Cour suprême de justice. Christopher Ngoy de Synergie, Fred Bauma et Yves Makwambala de Lucha ont comparu en chambre de conseil pour la demande libérée provisoire qu'ils avaient sollicitée et qui leur avait été refusée par le passé. La Cour suprême de justice a enfin accédé à leur demande dans le cadre des mesures de décrispation politique exigées par l'opposition.

" Nous remercions tous ceux qui sont battus pour que nous atteignons ce résultat. " Ce sont les premières paroles de Christopher Ngoy Mutamba sur le perron de la Cour suprême de justice. A ses côtés, Fred Bauma et Yves Makwambala. Les trois anciens pensionnaires de la prison centrale de Makala portent le drapeau de la RDC sur leurs épaules. Maître Tony Lubamba Mutamba prend la parole. " En ce qui concerne la demande de main levée de la détention de M. Christopher Ngoy Mutamba, on lui a accordé cette main levée. Les poursuites vont continuer normalement, mais lui sera en liberté ", explique-t-il.

Le bâtonnier Jean-Joseph Mukendi wa Mulumba ajoute : " Yves (Makwambala) et Fred (Bauma) sont aussi libres. La Cour suprême leur a accordé la libération provisoire en tenant compte de la mesure de décrispation pour le dialogue ", précise-t-il.

Christopher Ngoy, Fred Bauma et Yves Makwambala s'engagent alors à continuer la lutte. " Nous allons continuer à nous battre pour garantir à chaque Congolais la liberté de s'exprimer sans avoir peur. "

La libération de cinq autres activistes des mouvements citoyens, annoncée par le ministre de la Justice depuis vendredi dernier, est toujours attendue.

RFI

Niger

Des manifestants, en colère contre les délestages, arrêtés

Une quarantaine de manifestants étaient toujours en garde à vue lundi soir à Arlit, au Niger. Ils avaient été arrêtés dimanche lors d'un rassemblement contre les délestages électriques. L'électricité ne fonctionne que trois heures par jour en ce moment à Arlit. Parfois la ville est même privée de courant pendant deux semaines de suite. Alors dimanche, plusieurs associations avaient appelé au rassemblement pour interpeller les autorités et exprimer leur exaspération. Et rapidement c'est la colère qui a pris le dessus, comme le raconte Almoustapha Alassane de la société civile. " La manifestation a tourné à l'émeute. Il y a eu beaucoup de blessés et aussi des arrestations ", regrette-t-il. Des dizaines de personnes ont été interpellées. Le maire d'Arlit assure qu'elles seront bientôt relâchées et se dit incapable de répondre aux manifestants. La ville n'est pas responsable. Selon lui, c'est à la société nigérienne d'électricité de trouver une solution. Mais la société civile n'attend pas grand-chose de la Nigelec. «La Nigelec n'a même pas un fusible. Or, on dit qu'en cas de manque d'électricité, la ville est prioritaire par rapport aux entreprises. Et ça, ce n'est pas respecté», s'agace Almoustapha Alassane.

La Nigelec répond que si les entreprises minières des environs ont de l'électricité, c'est parce qu'elles disposent de leurs propres moyens de production. Et pour le reste, la Nigelec renvoie la responsabilité à une autre entreprise, Sonichar, qui produit du charbon et qui est censée alimenter les centrales électriques.

RFI

Swaziland

Ouverture du sommet de la SADC sur fond de polémique

Le 36^e sommet de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) s'est ouvert hier, au Swaziland, sur fond de polémique. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres se réuniront pendant deux jours et ce sera le roi du Swaziland qui prendra officiellement les rênes de l'organisation pour un an. C'est la première fois que Swaziland occupe ce poste et le choix provoque de nombreuses critiques, le Swaziland étant la dernière monarchie absolue du continent. Depuis 30 ans, Mswati III, roi du Swaziland, dirige le

pays d'une main de fer et gouverne uniquement par décret. Il est opposé à l'instauration de la démocratie et les partis politiques sont interdits par la Constitution. Seules quelques formations sont tolérées, à condition de ne pas faire trop de bruit.

Joint par RFI, Mlungisi Makhanya, secrétaire général du Pudemo - organisation interdite il y a plus d'un an - considère que cette élection est une insulte à la démocratie. " Je suis un des leaders du Pudemo qui a été arrêté et relâché sous caution. Je suis accusé de terrorisme et de sédition simplement pour avoir porté un t-

shirt avec le logo de mon organisation. Et je dois me présenter au poste de police une fois par mois. Nous disons que l'élection du roi - qui a été connu pour son manque de respect des droits de l'homme, et de l'état de droit - est une confirmation supplémentaire que la SADC n'est plus ce qu'elle est ", a-t-il déclaré. Pour l'organisation Pudemo, l'élection de Mswati III remet également en cause le mandat de la SADC qui est celui de servir de médiateur dans les conflits de la région comme au Lesotho ou encore en République démocratique du Congo.

RFI

La stratégie russo-iranienne, une nouvelle donne



Les bombardiers russes Tu-22M3 Backfire - ainsi que les bombardiers Sukhoi-34 - partent de l'aérodrome iranien Hamadan pour bombardier les djihadistes et les " rebelles modérés " assortis en Syrie, et immédiatement nous avons perçu nous-mêmes un changement majeur et imprévu de la donne géopolitique.

Par Pepe Escobar

L'histoire montre que la Russie n'a pas été présente militairement en Iran depuis 1946 ; et c'est la première fois depuis la révolution islamique de 1979 que l'Iran a permis à une autre nation d'utiliser le territoire iranien pour une opération militaire.

On peut parier à coup sûr que le Pentagone, de façon prévisible, flippe comme une bande d'ados en colère depuis longtemps trop dorlotés. Ils n'ont pas déçu, se plaignant que l'avertissement de la Russie n'a pas laissé suffisamment de temps pour se « préparer » et hurlant sur toute la planète un autre épisode de « l'agression russe » et ? cerise sur le gâteau ? de mèche avec « les mollahs ». Le désespoir s'en est suivi, avec Washington se plaignant que l'Iran aurait violé les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La combine de Moscou, en revanche, était de toute beauté ; tout cela était une affaire de logistique et de réduction des coûts. L'amiral Vladimir Komoyedov, président du Comité de Défense de la Douma d'État et ancien commandant de la Flotte de la mer Noire, a donné une belle explication du mode opératoire :

« Il est coûteux et long de voler à partir de bases dans la partie européenne de la Russie. La question du coût des activités militaires de combat est, à l'heure actuelle, une priorité. Il ne faut pas aller au-delà du budget du ministère de la Défense. Faire décoller les Tu-22s de l'Iran signifie utiliser moins de carburant et transporter de plus

grandes charges utiles... La Russie ne pouvait pas trouver un pays plus convivial et plus approprié, du point de vue de la sécurité, dans cette partie du monde, et les frappes doivent être exécutées si l'on veut mettre fin à cette guerre... Les aéroports en Syrie ne sont pas appropriés en raison de la constante nécessité de survoler des zones d'activités de combat ».

Ne jouez pas avec l'Organisation de Coopération de Shanghai(SCO)

Alors tout baigne. Le Pentagone va continuer à crier au scandale. Les sionistes enragés en Israël et les wahhabites fanatiques en Arabie Saoudite pousseront leurs cris de colère proverbiaux en mode turbo sur la « menace existentielle iranienne » à des niveaux apocalyptiques. Peu importe. Ces « faits dans les cieux » ne peuvent pas être modifiés. Surtout s'ils ouvrent la voie à une victoire décisive dans la bataille pour l'est d'Alep, la guerre civile syrienne imposée par l'étranger sera presque terminée.

Ali Shamkhani, chef du Conseil national de sécurité de l'Iran, ne s'y est pas trompé, tout est à propos de la coopération stratégique Iran-Russie dans une ? vraie ? lutte contre la terreur d'ISIS / ISIL / Daesh, et non, comme le racontent les bobards des médias occidentaux, le retour de l'Iran comme « grande puissance militaire ».

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi, pour sa part, a souligné : « J'ai permis aux bombardiers de survoler l'Irak parce que nous avons reçu des informations claires à ce sujet. Ils font des frappes précises, évitent de faire des victimes parmi les civils. Donc, nous allons examiner toutes les demandes relatives à la sécurité des civils en Syrie ». Ce fut un message codé de Bagdad permettant tranquillement l'accès russe à l'espace aérien irakien pour les bombardiers TU-22M3. La prochaine étape verra inévitablement la flotte russe de la mer Caspienne lancer des missiles de croisière dans l'espace aérien iranien et irakien vers ces « rebelles » protégés en Syrie par Washington.

Et il y a plus, beaucoup plus.

Un accord Moscou-Damas, daté de 2015, a été ratifié maintenant par la Russie. Cela

transforme, en fait, la base aérienne russe de Khmeimim en base militaire permanente en Méditerranée orientale.

Pékin et Damas, pour leur part, viennent de s'accorder pour des relations militaires plus étroites en plus de l'aide humanitaire chinoise. Du personnel de l'Armée arabe syrienne sera finalement formé par des instructeurs militaires chinois.

Pékin est désormais directement impliqué en Syrie pour une raison majeure de sécurité nationale ; des centaines de Ouïghours ont rejoint Daesh ou suivent l'idiot d'al-Qaïda, Abu Muhammad al-Julani, le chef de l'Armée de conquête syrienne ? très apprécié par Washington ? et pourraient finalement revenir au Xinjiang pour mener le djihad.

Et puis, il y a la cerise absolument délicieuse sur le gâteau au fromage, lorsque le professeur d'études sur le Moyen-Orient à l'université d'études internationales de Shanghai, Zhao Weiming, a déclaré au Global Times que le nouveau jeu de puissance de Pékin en Syrie était la réponse pour les interférences du Pentagone en mer de Chine méridionale.

Alors, que va faire Hillary ?

Tous les points évoqués ci-dessus ont la nouvelle apparence de ce qui était autrefois un élément blanc dans la salle. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est maintenant devenue une affaire sérieuse. Alors que le « 4 + 1 » (Russie, Iran, Irak, Syrie, plus le Hezbollah) a commencé à partager les procédures de renseignement et d'opérations l'année dernière ? y compris un centre de coordination à Bagdad ? des analystes comme Alastair Crooke, et moi-même, ont vu cela comme un embryon de l'OCS en action. Ce fut certainement, déjà, une alternative à l'impérialisme « humanitaire » et à l'obsession de l'OTAN pour les changements de régime. Pour la première fois l'OTAN n'était plus libre de se déplacer dans le monde entier comme un robocop hors de contrôle. Bien que seules la Russie et la Chine soient des membres de l'OCS, et l'Iran un observateur, la coopération en question ? demandée par un gouvernement en lutte contre les djihadistes et toujours cible d'un changement de régime ? peut déjà être qualifiée de fait nouveau géo-

politique majeur sur le terrain.

Maintenant, cette variante des Nouvelles routes de la soie ? aériennes ? ? impliquant la Russie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, ciblant précisément le djihadisme salafiste, peut-être qualifiée une fois de plus d'intégration eurasienne accélérée. Les deux poids lourds de l'OCS, la Chine et la Russie ne vont pas seulement admettre l'Iran en tant que membre à part entière dès l'année prochaine, ils reconnaissent que l'Iran est un atout stratégique majeur dans la bataille contre l'OTAN, et ils ne laisseront jamais la Syrie devenir une nouvelle Libye. En parallèle, les mouvements stratégiques de la Russie en Crimée et en Syrie sont destinés à être disséqués minutieusement dans les académies militaires chinoises.

L'intégration eurasienne est progressivement liée à l'OCS.

Quoique Tel Aviv et Riyad ? avec leurs lobbies washingtoniens massifs ? craignent la coopération de sécurité russo-iranienne, c'est l'OTAN qui est livide. Et bien plus que l'OTAN, Hillary Clinton, « Reine de la Guerre ».

L'expérience montre que Hillary agira sévèrement contre Assad pour l'envoyer rejoindre Kadhafi. Si elle gagne la présidence, les paris peuvent être faits qu'elle va forcer le Pentagone à imposer une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie et militariser le reste des « rebelles » assortis jusqu'à l'apocalypse.

Et puis il y a l'Iran. Pendant la campagne présidentielle américaine de 2008, j'étais sur place lorsque Hillary a abordé la conférence de l'AIPAC à Washington, un spectacle vraiment effrayant. Utilisant la ? fausse ? prémisse d'une attaque iranienne sur Israël, elle a dit : « Je veux que les Iraniens sachent que si je suis présidente, nous allons attaquer l'Iran. Dans les dix prochaines années, au cours desquelles ils pourraient stupidement envisager de lancer une attaque contre Israël, nous serions en mesure de les anéantir totalement ».

Ah bon, vraiment ? Malgré la coopération stratégique Russie-Iran ? Malgré une OCS progressivement intégrée ? Ramène-toi « Reine de la Guerre », on t'attend.

Pepe Escobar

ONU: le Portugais Guterres en tête pour devenir secrétaire général

L'ancien Premier ministre portugais Antonio Guterres maintient lundi son avance dans la course pour succéder en janvier prochain à Ban Ki-moon comme secrétaire général de l'ONU, selon des diplomates.

A l'issue d'un troisième tour de scrutin indicatif au Conseil de sécurité, onze des 15 pays membres ont «encouragé» M. Guterres, trois l'ont «découragé» - c'est-à-dire ont émis un vote défavorable, soit un de plus qu'au scrutin précédent -, et un était «sans opinion».

C'est la troisième fois que M. Guterres, ancien Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés âgé de 67 ans, devance les nombreux candidats en lice, ce qui accroît ses chances de sélection.

Il devance assez nettement le chef de la diplomatie slovaque Miroslav Lajcak, qui a créé la surprise en remontant des profondeurs du classement, avec 9 voix pour, cinq contre et une sans opinion. La patronne bulgare de l'Unesco Irina Bokova et l'ex-ministre serbe des Affaires étrangères Vuk Jeremic sont troisièmes ex-aequo (7/5/3).

Des diplomates notent que la dynamique en faveur de M. Guterres constatée lors des deux précédents scrutins s'est confirmée. Guterres «reste largement en tête de liste», a déclaré à l'AFP un diplomate du Conseil, qui souligne que «les résultats tendent à se stabiliser». Susana Malcorra, ministre des Affaires étrangères argentine, est cinquième avec un léger recul (7/7/1), suivie de Srđjan Kerim, ex-chef de la diplomatie de Macédoine (6/7/2), et de l'ex-Première ministre néo-zélandaise Helen Clark (6/8/1).

L'ancien président slovène Danilo Turk recule encore, à la huitième place. En queue de peloton, on trouve l'ancienne ministre des Affaires étrangères de Moldavie Natalia Gherman et la Costaricaine Christiana Figueres, ancienne négociatrice de l'ONU pour le climat. Le nom du successeur de Ban Ki-moon devrait être connu en octobre après d'autres tours de scrutin, toujours à



bulletins secrets. L'Assemblée générale entérinera ensuite ce choix et il ou elle prendra ses fonctions en janvier.

Europe de l'Est ?

Une tradition non écrite voudrait que le poste revienne à l'Europe de l'Est, seule région à ne pas encore avoir eu de secrétaire général. L'idée qu'une femme puisse diriger l'ONU, après huit hommes depuis la création de l'organisation, fait aussi son chemin. Mais l'importance de ces deux critères a fluctué au fil des scrutins.

Les candidats étaient douze au départ et sont désormais dix: cinq hommes et cinq

femmes, dont six viennent d'Europe de l'Est. L'ex-ministre des Affaires étrangères croate Vesna Pusic et Igor Luksic, ancien Premier ministre du Monténégro, ont jeté l'éponge. Des diplomates s'attendent à ce que les candidats les plus mal placés en tirent les conséquences. «S'ils sont loin du compte, je les encouragerais à suivre l'exemple» de Mme Pusic et de M. Luksic et à se retirer, a déclaré à la presse l'ambassadeur britannique Matthew Rycroft.

Le vote se déroule à bulletins secrets et les résultats ne sont pas annoncés officiellement mais communiqués à chaque candidat. Les ambassadeurs cochent les cases

avec le même type de stylo pour éviter toute identification et les bulletins sont détruits après chaque vote. Mais ce luxe de précautions n'empêche pas les fuites. Au final, la nomination se joue entre les cinq grandes puissances membres du Conseil (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie) qui ont un droit de veto et peuvent bloquer un candidat. Le prochain secrétaire général devra rassembler sur son nom au moins neuf votes positifs et n'être barré par aucun des cinq Grands. L'actuel secrétaire général Ban Ki-moon quitte son poste à la fin de l'année, après deux mandats de cinq ans.

AFP

Les limites de la "nouvelle gauche" en Amérique latine, du modèle du Parti des Travailleurs brésilien

Par Luis Basurto

■ Des anciens guérilleros latino-américains insurgés dès les années 1960, tels Dilma Rousseff aujourd'hui du Parti des Travailleurs brésilien, se sont reconvertis dans de structures politiques de centre gauche de l'Amérique latine. Et sont parvenus à se faire élire à la tête des États, comme le Brésil (avec Mme Rousseff, cadre du POLOP, COLINA et VAR-Palmars, trois organisations guérilleras des années 1960, élue fin 2010, réélue fin 2014), l'Uruguay (avec José Mujica, cadre du MLN-Tupamaros, élu en 2009 à l'âge de 74 ans), de El Salvador (avec Salvador Sánchez Cerén, dirigeant du FMLN, élu en 2014) et du Nicaragua (avec Daniel Ortega, chef du FSLN, réélu depuis 2006 après avoir été au pouvoir entre 1989 et 1990).

Dilma Rousseff est l'une des douze femmes, et seule guérillera, qui a été à la tête d'un État en Amérique latine, femmes telles Maria Estela Martínez de Perón (Argentine, 1974), Lidia Gueiler Tejada (Bolivie, 1979), Violeta Barrios de Chamorro (Nicaragua, 1990), Ertha Pascal-Trouillot (Haïti, 1990), Michelle Bachelet (Chili, 2006 et 2013), Cristina Fernández de Kirchner (Argentine, 2007 et 2011) et Laura

Chinchilla (Costa Rica, 2010), pour les quatre premières et quatre dernières cheffes d'État.

L'éditorial du journal Le Monde du 26-08-2016, "La triste ironie de la chute de Dilma Rousseff" (1), écrit un peu avec de larmes de crocodile, est pour nous source de réflexion et critique. Nous y soupçonnons un peu la main adoucie et narquoise, ou simplement l'esprit, de Paulo Paranagua, le sulfureux journaliste brésilien spécialiste de l'Amérique latine dans ce journal, un ex-guérillero, plus que repentini plutôt renégat (2).

Le sujet est en réalité vaste, car voilà quelques années qu'intellectuels, économistes, cadres dirigeants, sociologues, politistes, anthropologues et philosophes, entre autres, débattent en Amérique latine et ailleurs sur les limites du modèle de la "nouvelle gauche" dans cet ensemble géopolitique. Et cela bien avant la maladie et le décès d'Hugo Chavez. Les années 2000 furent plutôt fastes et optimistes, mais les années 2010 furent et sont néfastes, et le pessimisme est de mise : mort de H. Chavez et entrée du Venezuela dans une descente aux enfers économique et politique; fin de règne pour Cristina Fernandez et succession néolibérale argentine; suspension et destitution de Dilma Rousseff dans un uni-

vers de scandales dus à la corruption des gauches et des droites brésiliennes...

Mais le capitalisme latino-américain se porte encore bien. Il sut s'adapter, survivre, prospérer, corrompre voire ouvertement comploter contre les régimes roses, pendant les années de cette nouvelle gauche. Et il est ravi, comme l'Oncle Sam, des reprises du pouvoir par la droite politique du continent. Ainsi, la droite économique retrouve son pendant politique sur les scènes nationales sud-américaines, latino-américaines.

Les pays de l'Alliance du Pacifique, néolibérale et proche de Washington, dont le Pérou, le Chili, la Colombie et le Mexique en font partie, avec des orientations néolibérales diverses, retrouvent déjà l'Argentine nouvellement néolibérale, avec Mauricio Macri, récemment élu, et ne voient pas d'un mauvais œil la débâcle du PT et de Dilma Rousseff, au Brésil. N'en parlons pas de leurs sympathies maintes fois exprimées pour les ennemis vénézuéliens du chavisme.

Ainsi, avec le Venezuela dans la crise interne et l'impuissance, l'Argentine avec une alternance de droite néolibérale et le Brésil avec Madame Rousseff sur le départ et le pays dans l'impasse économique et politique, les pays du Mercosur sont dévita-

lises et laissent la place à un nouveau alignement de tous, ou presque, à la tutelle des USA et aux programmes néolibéraux. On verra.

Seuls la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et El Salvador (sans parler bien sûr de Cuba, mais là c'est une gauche très ancienne), restent encore dans ces politiques de nouvelle gauche. Mais El Salvador et l'Équateur ont le dollar USA comme monnaie nationale, donc nous pouvons imaginer leur marge de manœuvre malgré les radicalités déclaratives. Et le Nicaragua est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique centrale. Il nous reste donc que la Bolivie avec Evo Morales, en pleine forme, avec l'économie bolivienne - un capitalisme plurinational - sur les bons rails, rescapée de la vague rose, pour l'instant. On verra encore. Le sujet est très ample et ces quelques lignes synthétiques ne servent qu'à donner une image d'ensemble, un état-de-lieu, et contribuer à alimenter les débats nécessaires sur les causes profondes de ces échecs. Avons-nous une petite idée des causalités ? Oui, et nous sommes convaincus que ce ne sont pas uniquement les aléas politiques de l'usure de l'exercice du pouvoir, des formes politiques et sociales d'exercice du pouvoir. Mais plutôt les modèles économiques, macroéconomiques.

Migrants

6.500 personnes secourues par les gardes-côtes italiens

Les gardes-côtes italiens, qui ont coordonné lundi le secours d'environ 6.500 migrants au large de la Libye, redoutent une nouvelle affluence record mardi dans cette zone de la Méditerranée. "Nous avons été particulièrement occupés aujourd'hui", a déclaré lundi soir à l'AFP un porte-parole des gardes-côtes italiens, qui refusent toujours après chaque grosse journée de parler de record.

Mais selon lui, les conditions météo sont réunies pour une nouvelle affluence mardi. Les départs de migrants depuis la Libye se font en effet par vagues successives, avec une concentration d'opérations lorsque la mer est calme et qu'un vent du sud pousse les embarcations de fortune vers les eaux internationales.

Le phénomène s'est accentué cette année: les gardes-côtes ont dépassé plusieurs fois le seuil de 30 opérations de secours coordonnées en une journée, alors qu'ils ne l'avaient jamais franchi auparavant. Et les journées chargées se sont parfois enchaînées: plus de 13.000 personnes secourues en moins d'une semaine fin mai, 8.300 en cinq jours début août.

Lundi, les navires des gardes-côtes et de

la marine italienne, de l'opération européenne anti-passeurs Sophia, de l'agence européenne Frontex, de la marine irlandaise et d'organisations humanitaires sont intervenus auprès de 40 embarcations de fortune. L'organisation catalane Proactiva Open Arms a diffusé sur son compte Twitter des images impressionnantes de migrants entassés à 700 sur un bateau de pêche, dont certains se sont jetés à la mer après avoir reçu un gilet de sauvetage pour tenter de rejoindre le secours.

Médecins sans Frontières (MSF) a annoncé sur son compte Twitter que son navire humanitaire Dignity avait participé avec Proactiva Open Arms au secours de la barque de pêche et de 15 canots pneumatiques. Parmi ces migrants se trouvaient de nombreux bébés et enfants, dont un nouveau-né de cinq jours qui a dû être évacué par hélicoptère vers un hôpital italien, a précisé MSF.

Dimanche, plus de 1.100 migrants avaient déjà été secourus dans la même zone, selon le bilan des gardes-côtes, qui coordonnent depuis Rome toutes les opérations de sauvetage au nord des eaux territoriales libyennes. En revanche, ce mois d'août a été légèrement plus calme que les années précédentes. Le dernier bilan du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) en fin de semaine faisait état d'environ 105.000



arrivées. Avec les opérations de dimanche et lundi, cela devrait monter à plus de 112.500, soit encore en-deçà des 116.000 enregistrés pendant la même période en 2015.

La quasi-totalité de ces migrants viennent d'Afrique de l'Ouest ou de la Corne de l'Afrique. Une véritable flottille militaire et humanitaire patrouille cette année au large

de la Libye pour secourir les migrants, qui partent dans des conditions tellement précaires que certains ne survivent pas moins d'une journée de mer en raison des émanations de carburant, de l'hypothermie et de la déshydratation, sans compter les naufrages.

AFP

Japon

Les îles Senkaku sont historiquement japonaises, dit Tokyo

■ L'archipel des îles Senkaku est un territoire japonais historique, a déclaré mardi à Reuters le secrétaire général du cabinet, Yoshihide Suga face aux revendications territoriales présentées par Pékin. Tokyo entend résoudre dans l'apaisement ce différend territorial, a-t-il également rassuré.

Le Japon a activé en mars une station radar en mer de Chine orientale, à proximité de Taïwan, ce qui devrait fournir à Tokyo des renseignements sur l'activité navale dans les parages d'îlots que convoite Pékin en mer de Chine orientale.

Cette base militaire de Yonaguni est située à la pointe d'un chapelet d'îles japonaises et à 150 kilomètres au sud de l'archipel administré par Tokyo sous le nom de Senkaku et revendiqué par la Chine sous celui de Diaoyu. La station de Yonaguni - l'île japonaise la plus au sud-ouest de l'archipel - participe d'un déploiement plus large d'un arsenal militaire défensif le long des îles japonaises situées au sud du pays.

Yonaguni, île de 30 km² qui compte 1.500 habitants, se trouve à une centaine de kilomètres seulement à l'est de Taïwan, près de la limite de la «zone d'identification aérienne» créée par la Chine en 2013.

Au cours des cinq ans à venir, le Japon compte accroître d'un cinquième ses effectifs militaires en mer de Chine orientale, en les portant à près de 10.000 hommes. Des batteries de missiles y seront installées, afin d'établir un rideau défensif le long de l'archipel des Ryukyu, chapelet d'îles long de 1.400 km qui s'étend de Kyushu jusque près de Taïwan.

Les navires chinois quittant le plateau continental doivent franchir ce chapelet d'îles pour atteindre l'ouest du Pacifique. Pékin a besoin de cet accès à la fois pour le trafic marchand sur les océans du globe et pour déployer ses forces navales.

Reuters

Kirghizstan

Attentat suicide contre l'ambassade de Chine

Un kamikaze au volant d'une voiture piégée s'est fait exploser mardi devant l'ambassade de Chine à Bichkek, capitale de l'ancienne république soviétique du Kirghizstan, blessant trois personnes, ont indiqué les autorités.

«Seul le kamikaze est mort et des gardes de sécurité ont été blessés», a annoncé le vice-Premier ministre Jenish Razakov aux journalistes.

Il a précisé que trois personnes avaient été hospitalisées, tous des Kirghizes membres du personnel de l'ambassade. Selon les médecins, aucun n'est gravement blessé.

Une source à la police de Bichkek a précisé à l'AFP qu'un monospace s'est lancé contre un portail de l'ambassade

avant d'exploser dans le centre du complexe, près de la résidence de l'ambassadeur.

Une autre source des services de sécurité de ce pays d'Asie centrale frontalière de la Chine a précisé qu'un «engin explosif» avait été placé dans le véhicule.

Des habitants de Bichkek ont indiqué à l'AFP que le souffle de l'explosion avait fait trembler leurs maisons et brisé les vitres.

Des membres du personnel de l'ambassade de Chine et de celle, toute proche, de l'ambassade des Etats-Unis ont été évacués, a indiqué le service d'urgence kirghize.

Pays pauvre à majorité musulmane, le Kirghizstan a une longue histoire d'instabilité politique et de lutte contre les isla-

mistes radicaux.

Les autorités kirghizes s'inquiètent de l'influence croissante du groupe État islamique (EI) dans le pays et annoncent régulièrement avoir déjoué des attentats fomentés par l'EI.

L'an dernier, les forces de sécurité ont fait état de plusieurs affrontements meurtriers avec des «terroristes» à Bichkek.

Selon les autorités, quelques 500 Kirghizes combattaient dans les rangs de l'EI en Syrie et en Irak.

Des responsables chinois dans le pays ont déjà été la cible d'attaques, et l'un d'eux a été tué en 2000 dans un attentat attribué à la minorité musulmane chinoise des Ouïghours.

AFP

Il relance la quête extraterrestre

Un "puissant signal" radio détecté dans l'espace

La détection d'un «puissant signal» par un radio télescope russe en 2015 qui scrutait la voûte céleste en quête de signes d'intelligence extraterrestre suscite un grand intérêt dans la communauté scientifique. Ce signal, dont les caractéristiques pourraient laisser penser à une transmission d'une intelligence extraterrestre, pourrait tout aussi bien être une interférence radio ou le résultat d'un phénomène naturel, a rapporté récemment le site spécialisé Centauri Dreams, rendant publique pour la première fois cette observation.

«Personne ne prétend qu'il s'agit d'une

transmission d'une civilisation extraterrestre mais cela vaut certainement la peine de l'étudier davantage», écrit Paul Gilster, auteur de ce site qui couvre les recherches scientifiques portant sur l'exploration de l'espace lointain. Ce dernier a révélé cette découverte après avoir vu une présentation sur le sujet par l'astronome italien Claudio Maccone.

Le signal provient de la direction d'une étoile similaire au soleil qui se trouve dans la constellation d'Hercules (HD164595) à environ 95 années lumière de la Terre.

Les scientifiques savent que cette étoile

compte au moins une planète et pourrait en avoir d'autres.

Le signal a été détecté le 15 mai 2015 par le radiotélescope RATAN-600 dans la république russe de Karachay-Cherkessia près de la frontière avec la Géorgie. L'équipe d'astronomes menée par Nikolai Bursov de l'Académie russe des sciences précise qu'il est trop tôt pour en déterminer la nature et la provenance. Mais ils estiment qu'il est suffisamment intéressant «pour demander à ce qu'il fasse l'objet d'une observation permanente», écrit Paul Gilster.

G. O.

Selon le ministre de la Culture

Le dossier de la Casbah d'Alger désormais géré par la wilaya d'Alger

Le dossier de réhabilitation et de valorisation de la Casbah d'Alger, initialement sous tutelle du ministère de la Culture, sera désormais géré par les services de la wilaya d'Alger, a annoncé, lundi à Alger, le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi.



S'exprimant lors d'un point de presse dédié à la présentation de la Stratégie du ministère de la Culture en matière de sauvegarde du patrimoine, Azzeddine Mihoubi a précisé que son département continuera à «assurer l'appui et le suivi technique» par le biais de l'Agence de réalisation des grands projets culturels (Arpc).

La wilaya d'Alger assurera la gestion de ce dossier «important» du patrimoine matériel «en adéquation» avec le plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur adopté par le gouvernement en 2012, a-t-il ajouté.

Classé au patrimoine mondial par l'Unesco en 1992, la Casbah d'Alger a été érigée secteur sauvegardé avant l'adoption du plan per-

manent de sauvegarde et de mise en valeur avec une enveloppe financière de 90 milliards de dinars, dont 24 alloués en 2013.

Ce tissu urbain, de plus de 60 000 habitants sur une superficie de 105 ha, était géré depuis 2008 par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (Ogebc) avant la mise en place en 2013 de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés (Anss).

Malgré des travaux d'urgences entamés depuis 2006, cette cité millénaire où se côtoient le bâti colonial et les douirettes connaît régulièrement des détériorations de bâtisses dont les derniers remontent au séisme du mois d'août 2015.

Par ailleurs, le ministre de la Culture a annoncé un «renforce-

ment» des dispositions de sauvegarde du patrimoine culturel algérien et une mise en oeuvre des conventions signées entre son département et d'autres ministères.

S'exprimant lors d'un point de presse, M. Mihoubi a annoncé une série de dispositions pour sa préservation et sa valorisation dont celle de «l'élargissement du classement aux lieux de mémoire», en partenariat avec le ministère des Moudjahiddine.

Des sites et monuments historiques de la période de la Guerre d'indépendance ont été récemment classés biens culturels, à l'exemple du siège du Gpra (Gouvernement provisoire de la République algérienne, ex-Rocher noir, Boumerdès), des deux maisons où a été dactylographié l'appel du 1^{er} novembre 1954 (Ighil-

Imoula, Tizi Ouzou), et de la Villa Sésini, une bâtisse néo-mauresque d'Alger transformée en lieu de torture par l'armée coloniale.

Parlant de la collaboration avec le ministère de l'Education nationale, M. Mihoubi a évoqué un travail en cours entre les deux départements pour l'«incorporation de textes du patrimoine littéraire et poétique algériens» dans les prochains programmes scolaires.

Le ministre a également annoncé la création d'un portail virtuel de référence pour recenser et présenter les costumes traditionnels algériens ainsi que l'organisation d'événements thématiques en collaboration avec le ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat.

Ces dernières dispositions entrent dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine immatériel et de sa protection contre de toutes «tentatives d'usurpation et d'appropriation», a expliqué le ministre.

Il a, par ailleurs, annoncé une «révision» de La loi 98-04 régissant le patrimoine culturel qui devra être, a-t-il dit, «adaptée aux réalités d'aujourd'hui».

Un responsable au ministère de la Culture avait indiqué en avril dernier que l'introduction d'amendements à la Loi 98-04 étaient à l'étude.

Ces amendements concernent l'«aggravation des peines» pour les atteintes au patrimoine culturel et l'«introduction d'un ancrage juridique» pour l'archéologie préventive, avait expliqué la même source.

Evoquant le secteur des musées, le ministre de la Culture a plaidé pour donner une vocation économique à ces établissements qui sont au nombre de 48 (23 Musées nationaux et 25 Musées de sites), en plus de «la mise en place prochaine» de l'«Observatoire des musées» annoncé en 2015.

Evoquant le dernier amendement de la Constitution érigeant le droit à la Culture comme droit fondamental du citoyen, M. Mihoubi a rappelé que son département se devait de «préserver, restaurer et valoriser» le patrimoine culturel national. **K. L.**

Relizane

Coup d'envoi des Journées du théâtre amateur et pour enfants

La 8^{ème} édition de la manifestation Journées de la Mina du théâtre amateur et pour enfants a débuté dimanche soir à Relizane, à l'initiative de l'association locale Gouala d'art dramatique.

La cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée à la Maison de la culture a été marquée par la présentation de la pièce *Amouat ala kaid el hayat* (des morts encore vivants) de l'association du Théâtre de Koléa (Tipasa).

Cette manifestation culturelle de six jours enregistre la participation de 11 troupes de théâtre pour adultes et enfants, venues de plusieurs régions du pays, a-t-on appris du responsable de l'association organisatrice, Abed Boukhebz.

Le public relizanais profitera de six spectacles pour adultes et cinq autres pour enfants, avec une moyenne de deux représentations par jour programmées à la Maison de la culture de Relizane.

Prennent part à cette manifestation théâtrale, les associations Théâtre de Koléa de la wilaya de Tipasa, l'association Jil Arbaâ de la wilaya de Laghouat, la coopérative Mosaïque et Kateb Yacine de la wilaya de Sidi Bel Abbès, Moudja et Lenova de Mostaganem, Malaikat El Khchaba, Ibdaâ de la wilaya d'Oran, l'association Sarab de Boumerdès, la troupe Mahfouh Touahri de Miliana et enfin Goualass de Relizane. **Y. T.**

Musée dans la rue à Alger

Importante affluence du public

La 4^e édition de la manifestation Musée dans la rue à laquelle participent 16 Musées nationaux, a drainé un public nombreux et curieux de découvrir la richesse du patrimoine culturel de l'Algérie à travers ses musées, a-t-on constaté.

Cette manifestation en plein air qui a pris fin lundi à la Promenade des Sablettes - un espace de villégiature très fréquenté en été et doté d'aires de jeu pour enfants -, a capté l'attention des visiteurs, plus nombreux par rapport à la précédente édition, tenue à l'esplanade de la Grande-Poste d'Alger.

Inaugurée jeudi, Musée dans

la rue regroupe des musées dont le Musée des antiquités (Alger), le Musée d'art et d'histoire de Tlemcen, le Musée Nacer Eddine Dinet de Boussaâda (M'sila), le Musée Zabana (Oran), le Musée Cirta (Constantine) et le Musée public national de Khenchela.

Les ateliers d'archéologie et de traditions populaires qui proposent des jeux traditionnels et des «bouqalates», ont suscité ainsi

l'intérêt des enfants, mais qui restent plus attirés par le dessin, le coloriage et l'écriture en tiffinagh (alphabet amazigh). Les animateurs de ces ateliers proposent aux enfants de reproduire sur une feuille un dessin ou de recol-

ler les morceaux d'objets archéologiques (poteries traditionnelles) ou d'oeuvres d'art imprimées en grand format. L'atelier des contes populaires, initié par le Musée des arts et traditions populaires d'Alger, a drainé, quant à lui, un flux de visiteurs, notamment les enfants gratifiés de fables et devinettes puisées du terroir algérien. En plus d'un concours de calligraphie destiné aux adultes, des stands proposent à la vente des ouvrages traitant de l'archéologie, de l'antiquité, de la préhistoire et des arts traditionnels. Outre la distribution des dépliant et supports audiovisuels contenant des informations et les collections des

musées, les représentants des stands ont montré leur disponibilité à répondre aux questions du public, très portées sur l'aspect historique des collections présentées à travers les dépliant ou projetés à l'écran. Le représentant du Musée public national de Sétif, Hafid Guerroudj, a salué l'intérêt des parents qui, accompagnés de leurs enfants, sont venus de régions lointaines, comme Aïn Témouchent, Guelma et Béjaïa.

Au stand du Musée national Nasr Eddine Dinet de M'sila, du nom du peintre orientaliste français, Etienne Dinet (1861-1929), ses représentants mettent l'accent sur la sensibilisation des enfants à

travers notamment le dessin et la calligraphie.

Placée sous le thème «Ensemble pour un tourisme muséal», cette édition organisée par le Musée national du Bardo en collaboration avec la commune d'Alger-Centre, vise à promouvoir l'image des musées en présentant leurs missions et activités.

Elle vise, d'autre part, à sensibiliser le public sur l'importance du patrimoine culturel et l'inciter à se rendre aux musées algériens dont les recettes ne dépassent pas «100 000 DA» par an pour certains, selon une déclaration, en mai dernier, du ministre de la Culture. **R. T.**

Les passions peuvent me conduire, mais elles ne sauraient m'aveugler.

Madame de la Fayette

Tout doit être fait avec passion.

Björk

Représentation de la femme au Parlement



L'Algérie occupe la 29^{ème} place à l'échelle mondiale

L'Algérie occupe la 29^{ème} place à l'échelle mondiale en matière de représentativité féminine au Parlement, a affirmé, lundi à Aïn Témouchent, la ministre déléguée auprès du ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou.

Intervenant à l'ouverture de l'Université d'été de l'Unfa, la ministre a précisé que grâce à dernière révision constitutionnelle, décidée par le Président de la République, cette représentation a atteint les 30%, soit 145 femmes élues sur un total de 462 députés. Tout en mettant l'accent sur l'importance des thèmes à débattre lors de cette rencontre de trois jours, Mme Aïcha Tagabou a insisté sur le rôle que la femme doit assumer pour relever les défis auxquels fait face le pays. La cérémonie d'ouverture de cette Université d'été, qui s'est déroulée, également, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, des autorités locales et des représentantes de l'union au niveau de 37 wilayas, a été marquée par l'intervention de la secrétaire générale de l'Unfa, Nouria Hafsi, qui a abondé dans le même sens que la ministre, en rappelant que l'Algérie

vient en tête dans le Monde arabe et ex aequo avec le Rwanda en Afrique en matière de représentation féminine au Parlement. Après avoir rappelé le rôle joué par la femme dans les différentes étapes et depuis la lutte de la Libération nationale, Mme Hafsi a parlé des défis actuels à relever à l'échelle nationale. Dans ce sens, elle a appelé les forces vives du pays à s'engager dans le processus du développement national. Avant l'ouverture de cette rencontre, la délégation officielle a visité des expositions de produits d'artisanat. Mme Aïcha Tagabou a visité le siège de la Chambre de l'artisanat de la wilaya de Aïn Témouchent où elle a assisté à un compte rendu de la dernière formation dédiée à la peinture sur sol en 3D. Encadrée par des jeunes, cette formation théorique et pratique de trois jours a bénéficié à une centaine de jeunes de plusieurs wilayas du pays.

T. A.

Minceur

12 astuces minceur validées par la science

Ces idées minceur ont été expérimentées, observées, mesurées et publiées dans des revues scientifiques. Voici ce que les chercheurs conseillent pour perdre du poids.

S'exposer à la lumière du jour

Depuis les études sur la vitamine D, les bienfaits de la lumière naturelle ne sont plus à prouver. Contre la déprime et le grignotage qui l'accompagne, sortez et marchez une trentaine de minutes tous les matins. Simple promenade ou parcours pour aller travailler, cette bouffée de lumière vous évitera de vous réfugier dans des aliments réconfortants, généralement hypercaloriques.

Utiliser une grosse fourchette

Des chercheurs de l'Utah (États-Unis) ont constaté que les personnes utilisant de petites fourchettes, pour avaler de petites bouchées, ingurgitaient plus de nourriture. Optez pour des couverts grand format !

Apprendre à déstresser

Selon une étude de l'université de Harvard (États-Unis), le stress augmente le tour de taille des femmes ayant des soucis liés à l'emploi, à la vie personnelle, aux finances et au grand nombre de chose à faire. Les hommes, prennent du ventre quand ils sont stressés par leur carrière, les compétences à acquérir, le manque de pouvoir...

Mâcher du chewing-gum

L'heure du repas approche et votre estomac crie famine ? Ne vous jetez pas sur le premier paquet de chips venu et prenez un chewing-gum. Plusieurs études ont prouvé que cela agissait comme un leurre en envoyant un message de satiété au cerveau.

Penser au repas précédent

Envie de grignoter ? N'ouvrez plus vos placards, mais faites plutôt appel à votre mémoire. Se souvenir de son dernier repas dans le détail réduirait en effet les envies de grignoter et agirait comme un coupe-faim efficace? c'est la conclusion d'une étude britannique menée par des chercheurs en psychologie de l'université de Birmingham. Moralité?: une fois n'est pas coutume, penser à la nourriture n'ouvre pas l'appétit.

Répartir son activité physique

Des chercheurs de l'université de l'Oregon ont montré que plusieurs séances courtes ont le même impact sur le bilan calorique qu'une longue. Exemple: 10 minutes de marche rapide le matin, 20 autres lors de la pause déjeuner, 30 minutes le soir au retour.

Rire plus souvent

Ce n'est pas une blague! Selon une étude de chercheurs de l'université Vanderbilt de Nashville (États-Unis), menée il y a quelques années, rire de 10 à 15 minutes par jour permettrait de brûler entre 10 à 40 Cal. Sur un an, cette dépense d'énergie ferait perdre jusqu'à 2kg.

Cacher les friandises

Une étude a voulu montrer que l'envie de grignoter est liée à la vue de la nourriture. L'expérience consiste à poser un bocal de bonbons sur un bureau, juste devant la personne. La tentation est à son maximum. Elle diminue si le bocal est placé derrière elle, plus encore si les bonbons sont rangés en hauteur et faiblit davantage en cas de bocal opaque. Vos sablés préférés. Dans une boîte en fer en haut du placard!

Changer de supermarché

Des chercheurs de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ont constaté que les clients d'enseignes hard discount étaient parfois un peu plus «enrobés» que les autres. Si vous avez du poids à perdre et que votre budget le permet, essayez de faire vos courses ailleurs...

Bouger sérieusement

Les gens qui restent actifs perdent du poids et ne le reprennent pas, telle est la conclusion d'une étude venue d'outre-Atlantique. Le Bureau national d'enregistrement du poids des citoyens américains, à l'école de médecine de Pittsburgh, détient une base de données concernant 2000 individus. Tous ont perdu plus de 10kg sans les reprendre depuis six ans. Et tous ont dépensé 2800 Calpar semaine en pratiquant des activités sportives: gym, vélo, marche, course à pied, aérobic...

Dormir...

Depuis plusieurs années, de nombreuses recherches ont mis en évidence le lien entre nuit trop courte et surpoids. Dormir moins de 6 heures perturbe en effet deux hormones. D'où des prises alimentaires en hausse avec une tendance au snacking: grignoter n'importe quoi, n'importe quand...

Attention aux rides du sommeil...

Aux dires de certains dermatologues, dormir ne nous protégerait pas des rides, bien au contraire ! Et si c'était notre oreiller le fautif ?

C'est un constat sans appel que l'American Academy of Dermatology vient de livrer au détour d'une récente déclaration publique. En effet, s'intéressant à ce qu'on appelle les rides



du sommeil, les chercheurs ont découvert que le fait de reposer notre visage sur notre oreiller, soir après soir, et le plus souvent dans la même position, jouerait considérablement sur la formation de ces rides. Ainsi, les individus qui dorment sur le côté sont les plus concernés par cette problématique, en raison des lignes qui se forment sur leurs joues ou leur menton. Idem pour ceux qui dorment le visage enfoncé dans l'oreiller et qui développent, du coup, des rides au niveau du front.

Selon les spécialistes, les rides du sommeil sont différentes des rides d'expression que nous connaissons tous. Les rides d'expression peuvent être atténuées par certaines crèmes ou par des traitements plus agressifs, mais uniquement parce qu'elles sont dues à des contractions répétées des muscles du visage. Les rides du sommeil ne sont pas la conséquence de contractions, et ne répondent donc pas aux traitements usuels de la lutte contre le vieillissement.

Forme

Pourquoi on ne perd jamais là où il faut ?

Vous essayez désespérément de faire partir vos capitons sur les cuisses, et ce sont vos seins qui partent en fumée ! Si vous perdez plus facilement du haut du corps que du bas, il y a des raisons physiologiques ! On vous dévoile où se cachent les kilos récalcitrants et pourquoi ils ne veulent pas disparaître.

Haut et bas inéaux face aux régimes

On perd plus facilement du haut du corps que du bas. Les tis-

sus adipeux sont différents selon leur localisation : les graisses accumulées dans la partie supérieure du corps, notamment la région abdominale, sont les premières à disparaître lors d'un régime amaigrissant. C'est une bonne nouvelle car plus les kilos s'accumulent dans la région du ventre, plus les risques pour la santé augmentent.

Hanches et cuisses : Les plus difficiles à faire fondre

Les dépôts graisseux au niveau des hanches et des cuisses ne gênent pas le fonctionnement du corps, au contraire chez la femme ils ont un rôle important. Ils constituent une réserve qui permet de faire face aux exigences énergétiques de la grossesse et de l'allaitement. Spontanément les femmes vont stocker les graisses de préférence dans la partie inférieure du corps (hanches, cuisses) et comme ces dépôts ont un rôle déterminé, ils sont très difficiles à éliminer. Cette répartition de la graisse, différente

chez les hommes et les femmes, explique également que ceux-ci, qui, naturellement, ont davantage de masse musculaire, maigrissent plus facilement. Quand elles font un régime les femmes peuvent gagner une taille et rentrer dans le jean ou la jupe qu'elles ne réussissaient pas à fermer mais elles risquent également de perdre un peu de poitrine. En effet, les seins sont essentiellement constitués de graisse, la glande mammaire étant très petite.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Equipe nationale

L'ère Rajevac a commencé

Les joueurs de la sélection nationale de football sont en plein dans la préparation pour le prochain match des éliminatoires de la CAN face au Lesotho qui se jouera dimanche, 4 septembre prochain. En effet, le début du stage pour ce match est très prometteur avec la présence de la majorité des joueurs convoqués pour cette dernière confrontation comptant pour les éliminatoires et qui reste sans aucun attrait étant donné que les Verts sont déjà qualifiés à la phase finale de la CAN 2017 qui se jouera au Gabon. Toutefois, le plus important pour le nouveau coach de la sélection nationale, Rajevac, est de connaître un peu plus le niveau de ses joueurs pour ensuite pouvoir attaquer les éliminatoires du Mondial qui s'annoncent plus difficile, étant donné que le groupe est constitué de formations plus coriaces que celles que l'EN a eu à affronter lors de celles de la CAN. Pour ce



qui est de l'horaire des séances d'entraînement, il faut savoir que le coach national les a décalé pour permettre aux joueurs de s'entraîner dans de meilleures conditions surtout avec la chaleur suffocante qui prévaut ces derniers temps. Ainsi, la séance débute à 19h alors qu'elle était prévue à 17h30. Pour ce qui est de la séance sur le terrain principal du stade Mustapha Tchaker de Blida, elle devrait se dérouler le 1er ou le 2 septembre prochain, pour permettre aux joueurs de prendre leurs repères sur ce stade, étant donné que ce terrain sera réservé

aux visiteurs la veille du match. Pour ces derniers, ils sont attendus aujourd'hui à Alger et devraient prendre leurs quartiers à l'hôtel Sheraton d'Alger. Pour le moment, tout baigne dans l'huile pour la sélection nationale qui se prépare dans de bonnes conditions et avec tout le sérieux voulu même s'il s'agit d'un match sans enjeu, étant donné que le plus important pour l'entraîneur est de voir à l'œuvre tout le monde avant de prendre des décisions quant aux choix qu'il sera obligé de faire pour les prochains matchs.

Imad M.

CR Belouizdad
Négociations en cours
avec Alain Michel

La direction du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) est en négociations avec l'entraîneur français Alain Michel, en vue de remplacer Fouad Bouali, dont le contrat a été résilié à l'amiable, a-t-on appris lundi auprès du club de la capitale. «Alain Michel fait partie d'une liste d'entraîneurs visés par la direction, mais il est notre priorité du moment qu'il connaît déjà la maison. Le président (Réda Malek, ndr) aura une discussion ce lundi soir avec l'intéressé et tout se décidera à l'issue de cet entretien», a indiqué à l'APS le vice-président du Chabab Hamza Boudoumi. Bouali, arrivé durant l'intersaison en remplacement justement de Alain Michel, a payé le mauvais départ du Chabab, auteur d'un point après deux journées seulement de compétition. Le technicien français avait conduit le club algérois à la 4e place lors du précédent exercice. Le CRB a raté la troisième marche du podium à la défaveur d'une différence de buts avec la JS Kabylie. Bouali devient le deuxième entraîneur de la Ligue 1 à quitter son poste après Adel Amrouche, démissionnaire de la barre technique de l'USM Alger à la veille du début de la compétition.

Paralympique 2016
Départ du second groupe
d'athlètes algériens

Un second contingent de la délégation algérienne handisport a quitté Alger, lundi après-midi, sur un vol régulier, Alger-Rome-Rio, pour prendre part aux 16es jeux Paralympiques (7-18 septembre), a-t-on appris auprès de la fédération algérienne handisport (FAH). Conduit par Oussama Boudoumi, membre fédéral, le groupe est composé de 22 personnes dont les athlètes du handi-basket (hommes) et leurs staffs, ainsi que quelques athlètes d'athlétisme et leurs staffs techniques. Ce deuxième groupe sera suivi, vendredi, d'un troisième et dernier qui sera composé de 53 personnes. Le premier groupe composé de 25 personnes dont des athlètes d'athlétisme de judo est à pied d'œuvre à Rio, depuis lundi matin. Ce premier contingent de la délégation algérienne a été salué dimanche par le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, présent au salon d'honneur de l'aéroport international Houari Boumediène pour souhaiter bonne chance aux athlètes. Outre les encouragements pour «réaliser de bons résultats, qui feront honneur aux couleurs nationales», le ministre a assuré les sportifs algériens et leurs encadrements techniques du «total soutien de l'Etat». L'Algérie prendra part pour la 6e fois consécutive aux jeux Paralympiques.

Transfert de Slimani

Pas encore d'accord entre le
Sporting Lisbonne et Leicester

Le Sporting Lisbonne (Div.1 portugaise de football) et Leicester City (Premier league anglaise) n'ont pas encore trouvé un accord pour le transfert de l'attaquant international algérien Islam Slimani, au moment où le club lisboète réclame 40 millions d'euros pour le céder, rapporte lundi le média britannique Sky Sports. Le club champion d'Angleterre en titre ne semble pas disposé à payer ce montant, ajoute la même source qui souligne en revanche qu'un accord serait proche entre les deux parties. Les deux clubs sont en négociations avancées pour le transfert de celui qui deviendra très probablement le transfert le plus cher de l'histoire des Foxes, devant les 19,5 millions payés pour Ahmed Musa cet été. Le joueur est très intéressé par un départ pour Leicester, où il retrouverait notamment son compatriote Riyad Mahrez. Slimani (28 ans) était notamment convoité par West Bromwich Albion et Everton, mais c'est visiblement Leicester qui semble avoir une longueur d'avance. West Bromwich suit d'ailleurs l'évolution

de l'opération de très près et pourrait à son tour transmettre une offre pour l'international algérien dans les prochaines heures, explique Sky Sports. Le milieu de terrain international portugais du Sporting Adrien Silva va également s'engager avec Leicester pour un montant de 24 millions d'euros. Le club, vice-champion de Portugal, a enregistré dimanche l'arrivée des deux attaquants néerlandais : Bas Dost (ex-Wolfsburg) et Luc Castaignos (ex-Eintracht Francfort). Même si son contrat avec le club lisboète court encore jusqu'en 2019, Slimani (28 ans) a émis le vœu de changer d'air, trois années après son arrivée au Portugal. Le meilleur buteur en activité de la sélection algérienne (23 buts) a disputé dimanche son dernier match sous les couleurs du Sporting lors de la réception du FC Porto (2-1), dans le cadre de la 3e journée du championnat. Ayant contribué à cette victoire en marquant le but égalisateur (1-1) Slimani a quitté le terrain en pleurs sous les applaudissements du public.

Olympique Lyon
Aulas : «Ghezzal
va rester»

L'international algérien Rachid Ghezzal, dont les négociations pour la prolongation de son contrat avec l'Olympique Lyon (Ligue 1 française de football) n'ont pas encore abouti, va rester au sein du club rhodanien, a annoncé lundi le président de l'OL Jean-Michel Aulas. «Ghezzal va rester à Lyon et ne partira pas cet été. Seulement, les négociations pour la prolongation de son contrat sont complexes», a affirmé Aulas sur l'antenne de la chaîne cryptée SFR Sport. Ghezzal (24 ans), dont le contrat avec Lyon court encore jusqu'en juin 2017 n'a pas encore prolongé à cause d'un différend d'ordre financier. Le joueur, vient de refuser une offre d'Everton, en raison de la non-participation du club de Liverpool à une compétition européenne cette année. Le joueur algérien s'était notamment illustré lors de la deuxième partie de la saison passée en inscrivant 8 buts et délivrant 7 passes décisives en championnat. Blessé, le frère cadet de l'ancien international algérien Abdelkader, n'a pas été retenu pour le match de l'équipe nationale face au Lesotho le 4 septembre prochain à Blida, dans le cadre de la 6e et dernière journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

Club Africain

Mokhtar Belkhit
officiellement
qualifié

Le défenseur algérien Mokhtar Belkhit est officiellement qualifié au sein de sa nouvelle formation du Club Africain (Ligue 1 tunisienne de football) qu'il avait rejoint en mai dernier en provenance du MC El Eulma, ont annoncé les médias locaux ce lundi. La direction du club tunisois a récupéré lundi la lettre de sortie de l'ancien joueur du MC El Eulma (Ligue 2 algérienne), signataire en mai dernier d'un contrat de quatre ans. Du coup, le joueur devrait effectuer ses grands débuts avec le Club Africain le 9 septembre en déplacement sur le terrain de Hammam-Lif, à l'occasion de la 1re journée du championnat. Le latéral droit de 24 ans s'était mis en évidence la saison dernière avec le MCEE, lors de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. Il rejoint au Club Africain son compatriote, l'attaquant Ibrahim Chenihi, également ancien sociétaire du MCEE.

Basket-ball/ AfroBasket-2016 U-18 (filles) 2e journée

Défaite de l'EN face à l'Angola

La sélection algérienne féminine de basket-ball des moins de 18 ans (U18), s'est inclinée lundi au Caire face à l'Angola 21-49 (mi-temps 11-26) dans le cadre de la 2e journée (Gr.A) du championnat d'Afrique des nations de la catégorie (26 août-4 septembre). Il s'agit du deuxième revers concédé par les Algériennes après celui face à l'Egypte (92-43), vendredi dernier en ouverture de cette compétition. Les joueuses de

l'entraîneur national Djaffar Cherbal devront impérativement relever la tête lors de leur prochaine et dernière sortie du 1er tour mercredi face à Madagascar. Dans l'autre match de la journée, comptant pour le groupe B, le Mali a atomisé l'Ouganda (143-19). Outre le Mali et l'Ouganda, le groupe B comprend également la Tunisie et le Mozambique, alors que la Côte d'Ivoire a déclaré forfait en raison des difficultés internes. Comme

conséquence de cette absence et conformément aux règlements de FIBA Afrique, tous les résultats des matchs prévus de la Côte d'Ivoire sont annulés. Les huit sélections engagées tenteront de décrocher non seulement le trophée continental, mais également les deux tickets disponibles pour le Championnat du Monde des U19 Féminin FIBA qui aura lieu l'an prochain à Udine en Italie.

Algérie-OMS

Les principaux axes de coopération présentés

Les principaux axes de coopération entre l'Algérie et l'Organisation mondiale de la santé pour les cinq prochaines années (2016-2020) seront présentés lors d'une journée d'information qui se déroulera demain à Alger, a-t-on appris lundi auprès du bureau de l'OMS en Algérie.

Ces axes, contenus dans un document intitulé «Cadre stratégie de coopération de l'OMS avec le Pays (SCP) 2016-2020» seront présentés par le Bureau de l'OMS et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le Cadre «concrétise le programme de réforme adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé pour renforcer la capacité de l'OMS et faire en sorte que ses prestations répondent mieux aux besoins du pays», souligne l'OMS, qui précise que la SCP 2016-2020 «reflète le douzième programme général de travail de l'OMS au niveau du pays».

La SCP vise «à assurer une pertinence accrue de la coopération technique de l'OMS avec le gouvernement algérien et met l'accent sur les priorités nationales», ajoute la même source.

«Elaboré dans le cadre d'un processus de consultation nationale avec les principaux intervenants dans le domaine de la santé au niveau du pays, le document de SCP 2016-2020 met en exergue les résultats attendus du Secrétariat de l'OMS, en droite ligne avec les priorités du gouvernement algérien», précise l'OMS.

Le bureau de l'OMS indique que la SCP 2016-2020 servira de plateforme pour la mise en œuvre du programme de coopération entre l'OMS et l'Algérie pour les cinq prochaines années, à savoir le renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, le renforcement de la préparation, de l'alerte et de la riposte, l'amélioration de la santé de la mère, de l'enfant et du nouveau-né et le renforcement du système de santé, Prendront part à la journée d'information, les représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Santé, les représentants du Système des Nations unies en Algérie, les représentants d'autres départements ministériels (éducation, communication et enseignement supérieur), de la société civile ainsi que des chercheurs et des enseignants universitaires.

T. Y.

Somalie

Au moins cinq morts dans un attentat-suicide à Mogadiscio

Au moins cinq personnes ont été tuées mardi et 10 autres blessées dans un attentat-suicide à la voiture piégée visant un hôtel très fréquenté de la capitale somalienne Mogadiscio et revendiqué par les islamistes shebab, a-t-on appris de source policière.

«Grâce à Dieu, le nombre de victimes est limité par rapport à la force de l'explosion, qui a été énorme», a déclaré à l'AFP, Mohamed Abdulkadir, un policier somalien. «Nous avons confirmation de cinq morts, dont des gardes de sécurité».

AFP

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LA RENTRÉE SERA CHAUDE



Radje

Béjaïa

Des habitants menacent de fermer le barrage de Tichy Haf



Par Rachid Chihab

Les habitants de la commune de Bouhamza dans la wilaya de Béjaïa comptent monter au créneau. Après avoir fermé, en vain, les administrations publiques et les routes pour faire valoir leurs revendications, notamment celles liées à l'alimentation de leur commune en eau potable, ces citoyens de cette commune rurale de la Soummam font une annonce surprenante qui a provoqué une panique générale dans toute la wilaya de Béjaïa. Il s'agit de la fermeture du barrage de Tichy Haf qui alimente 22 communes de la wilaya en eau potable. Un ultimatum de trois jours a été donné hier aux responsables locaux et régionaux pour satisfaire

leurs revendications avant de couper l'eau en plein été. Cette annonce largement partagée sur les réseaux sociaux a semé la panique parmi les habitants de la wilaya de Béjaïa qui craignent le pire en cette période de fortes chaleurs. Des appels aux familles pour constituer des réserves d'eau ont été lancés par des internautes. Pour éviter cette situation, des internautes ont adressé des messages aux autorités locales pour ouvrir en urgence des voies de dialogue avec les représentants des habitants de la commune de Bouhamza. Ces derniers justifient leur démarche par l'absence de canaux de dialogue avec les pouvoirs publics et leur refus de donner une réponse claire au problème de l'eau potable

qui pénalise une population de plusieurs milliers d'âmes. Pour eux, il est inconcevable que leur commune soit privée de l'eau potable alors que le barrage qui alimente 22 communes de la wilaya de Béjaïa se trouve sur le territoire de leur municipalité. Ce même problème concerne aussi les communes de Tamokra et Beni Maouche qui demeurent aussi sans eau. Les autorités locales avaient justifié cette situation par l'éloignement de la station du pompage située dans la commune d'Ighil Ali. Pour rappel, des habitants de Bouhamza ont déjà fermé le siège de leur commune pour protester contre le retard accusé dans l'indemnisation des expropriés.

R.C.

Programme AADL 1 et 2

Retrait des ordres de versement à partir du 5 septembre

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (Aadl) convoquera, à compter du 5 septembre prochain, les souscripteurs Aadl 1 et 2 pour retirer les ordres de versement (OV) des tranches restantes, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Les convocations pour le retrait des ordres de versement se fera par le biais du site de l'agence (www.aadl.dz) selon des rendez-vous précis, précise le communiqué.

Les souscripteurs du programme Aadl1 qui ont versé la troisième tranche sont invités à

retirer les ordres de versement pour la quatrième tranche au niveau des wilayas d'Alger, Sidi Bel Abbès, Batna, Annaba et Skikda.

Pour les souscripteurs du programme Aadl 2 qui se sont acquittés de la première tranche, ils sont appelés à verser la deuxième, troisième et quatrième tranches au niveau des wilayas de Tipasa, Sétif, Kenchla, Batna, Aïn Témouchent et Béchar.

Selon la même source, les ordres de versement pour la wilaya d'Alger se fera au siège de la direction générale de l'Agence située à Saïd Hamdine et auprès des directions de wilayas pour les autres wilayas.

R. N.

ACTU...

Mila

Saisie de près de 10 kg de kif

Près de 10 kg de kif traité ont été saisis à Mila, au cours de l'arrestation de deux individus, a-t-on appris hier auprès de la Sûreté de wilaya.

Agissant sur la base de renseignements, la brigade de recherche et d'investigation (BRI) est parvenue à l'identification et l'arrestation de deux personnes en possession d'une quantité importante de drogue, a-t-on précisé dans un communiqué de la cellule de communication et des relations générales de la Sûreté de wilaya.

L'arrestation de ces individus a permis également la saisie de cinq téléphones mobiles et d'un véhicule touristique utilisé dans la commercialisation de la drogue, a-t-on encore précisé de même source.

Les personnes arrêtées seront présentées devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on souligné de même source.

R. L.

Accidents de la route

58 morts en une semaine

Cinquante-huit personnes ont trouvé la mort et 1 981 autres ont été blessées dans 1 474 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 21 au 27 août au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

L'accident le plus grave a eu lieu dans la wilaya de Skikda avec huit morts et 51 blessés, note la même source.

Par ailleurs, les services de la Protection civile ont effectué plus de 6 800 interventions pour assistance à personnes en danger, de même que pour procéder à l'extinction d'incendies urbains, industriels et autres divers, conclut le communiqué.

Y. Z.

Venezuela

Les autorités ordonnent l'expulsion d'une équipe d'Al Jazeera

Les autorités vénézuéliennes ont ordonné l'expulsion d'une équipe d'Al Jazeera qui était arrivée à Caracas pour couvrir une manifestation qui doit se tenir demain à l'appel de l'opposition, a annoncé lundi soir le Syndicat des journalistes.

Les trois membres de l'équipe de la chaîne de télévision du Qatar ont été interpellés lundi à leur arrivée à l'aéroport international de Maiquetia, près de Caracas, a précisé le Syndicat national des travailleurs de la presse (Sntp).

«Teresa Bo, journaliste, Lagmi Chavez, productrice, et un cameraman à Al Jazeera ont été arrêtés à Maiquetia. Leur équipement a été confisqué», a écrit le Sntp sur son compte Twitter.

Le nom du cameraman n'a pas été confirmé par le syndicat, mais selon des médias, il s'agit de Mariano Rosendi.

«On a appris que l'équipe de Al Jazeera arrêtée à Maiquetia a été expulsée hier (mardi), à la première heure, vers la Colombie», a précisé le Sntp.

L'équipe était arrivée d'Argentine «pour couvrir les événements de la semaine au Venezuela», a-t-il ajouté.

R. I.